



HAL
open science

La bonne et la mauvaise amitié franco-allemande

William Richier

► **To cite this version:**

William Richier. La bonne et la mauvaise amitié franco-allemande: le jumelage Drancy-Eisenhüttenstadt contre le rapprochement Paris-Bonn. 2010. halshs-00824498

HAL Id: halshs-00824498

<https://shs.hal.science/halshs-00824498>

Preprint submitted on 21 May 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Réseau des Correspondants départementaux de l'IHTP

« La Guerre Froide vue d'en bas : 1947-1967 »

Thème II : Politiques municipales

Sous la direction de :

- Philippe Buton, Professeur d'Histoire contemporaine à l'Université de Reims,
- Olivier Büttner IR IHTP-CNRS
- Michel Hastings, Professeur de Science politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Lille.

§§§§§§§§

La bonne et la mauvaise amitié franco-allemande : le jumelage Drancy-Eisenhüttenstadt contre le rapprochement Paris-Bonn

Auteur : Richier William

Correspondant IHTP pour la Seine Saint Denis

Dans une lettre du 21 avril 1960, le maire communiste de Drancy, Maurice Nilès, propose un jumelage à Max Richter, son homologue de Stalinstadt en RDA¹, devenue Eisenhüttenstadt en novembre 1961². Les accords de ce type entre les municipalités de la ceinture rouge parisienne et des villes de bloc de l'Est se multiplient à cette époque dans le sillage de la coexistence pacifique que promeut alors le Kremlin³. Mais le jumelage entre Drancy et une ville allemande revêt un tour plus symbolique. Au cours de la Deuxième guerre mondiale la commune fut le siège d'un camp d'internement qui reçut une partie des Juifs arrêtés en juillet 1942 lors de la Rafle du Vélodrome d'hiver. Le projet déclenche un gigantesque scandale chez les anciens déportés et résistants quinze ans à peine après la capitulation du IIIème Reich. La municipalité décide cependant de parachever la réconciliation avec le peuple voisin dans l'esprit de l'antifascisme et délègue cinq enfants à Eisenhüttenstadt à l'été 1961⁴. La signature

¹ Note d'Henri del Barrio le 22 juillet 1961 : « où en sommes-nous du jumelage Drancy-Eisenhüttenstadt ». In carton Eisenhüttenstadt 1961 à 1967.

² Le XXIème congrès du PCUS en octobre 1961 accélère la déstalinisation. C'est ainsi qu'en novembre de la même année, Stalinstadt devient Eisenhüttenstadt. Lire *Heinrich A. Winkler Histoire de l'Allemagne XIXème-XXème siècles le long chemin vers l'Occident*, Paris, Fayard 2005 p650.

³ Comme l'illustre le cas du Blanc-Mesnil avec sa soeur soviétique de Petrodvorets

⁴ Lettre d'Henri del Barrio le 13 janvier 1962. In carton Eisenhüttenstadt 1961 à 1967.

du contrat d'amitié a lieu en mai 1963⁵. Mais la RDA n'est pas reconnue par l'Élysée, et si les Français sont toujours chaleureusement accueillis en Allemagne de l'Est, les délégués de Eisenhüttenstadt ne reçoivent jamais les visas nécessaires pour se rendre à Drancy⁶.

Ce jumelage est paradigmatique des enjeux, stratégies et contradictions de la coexistence pacifique et les archives de la municipalité françaises, extrêmement denses et bien conservées, en offrent pleinement le reflet. Je tiens par ailleurs à remercier M.Duflos qui m'a consacré plusieurs après-midi afin que je puisse consulter le riche fond documentaire qu'il a préservé au nom du comité de jumelage et sans lequel je n'aurais pu produire cet article⁷. Ce pacte d'amitié entre deux villes, française et allemande, traduit les enjeux implicites des relations Est-Ouest au tournant des années 1950 (I), il offre une illustration des méthodes du PCF (II) mais également des limites de la politique extérieure du Kremlin (III).

I. Le jumelage Drancy- Eisenhüttenstadt, au cœur de la question allemande : crise de Berlin, rapprochement franco-allemand, précarité de la *République de Pankow*

1) Un jumelage stratégique, inséparable de la question de Berlin

La demande de jumelage est adressée à la municipalité de Stalinstadt par Maurice Nilès, maire communiste de Drancy, le 21 avril 1960, à la suite d'un voyage de Gaston Plissonnier en RDA⁸. Les « camarades allemands » tardent à répondre et suggèrent que les autorités de leur pays sont réticentes face à un projet qui ne se concrétise de toute manière que trois ans après, puisque le contrat d'amitié date de mai 1963. A mon sens ces détails reflètent la complexité des rapports qu'entretiennent la RDA et l'URSS.

Nul doute que l'idée d'un jumelage entre Drancy et Eisenhüttenstadt émane de Moscou. Gaston Plissonnier est membre du secrétariat du comité central du PCF depuis 1956 ; il suit personnellement l'affaire, puisqu'il s'est déplacé en Allemagne de l'Est avant que Maurice Nilès ne formule sa requête et Henri del Barrio l'a immédiatement informé du mutisme de la municipalité d'Outre-Rhin. S'il n'occupe pas encore les fonctions qui seront les siennes sous Georges Marchais, Gaston Plissonnier remplit une mission de confiance témoignant d'une position clé au sein de l'appareil national⁹. Il apparaît comme l'émissaire de Moscou auprès du régime est-allemand et des autorités de Eisenhüttenstadt qui répugnent à tout échange de population avec l'Ouest, y compris avec une municipalité française amie. L'exode est une

⁵ Le 3 mai selon Paul Jentsch vétéran du SED et conseiller municipal d'Eisenhüttenstadt dans un courrier de 1964, le premier à lire la lettre d'E.Chaix, secrétaire du comité de jumelage de Drancy du 9 juillet 1968

⁶ Seul le maire d'Eisenhüttenstadt obtiendra un sauf-conduit en 1968.

⁷ Les archives sont actuellement rassemblées provisoirement dans un local municipal de la cité Gaston Roulaud rue Roger Salengro à Drancy.

⁸ *Ibid.*

⁹ A propos du rôle clé de Gaston Plissonnier dans l'appareil à l'époque lire *Philippe Robrieux Histoire intérieure du Parti communiste* tome 3 (1972-1982), Poitiers, Fayard, 1981, p212.

Je n'ai pas trouvé trace de ce voyage dans les fonds Gaston Plissonnier consacré aux relations avec la RDA et le SED 264J/10 des Archives départementales de Seine-Saint-Denis ni dans sa biographie où l'intéressé reste extrêmement discret sur son rôle propre au sein de l'appareil y compris à la politique extérieure du PCF dans laquelle il était très investi. Lire à ce propos Gaston Plissonnier *Une vie pour lutter, entretien avec Danielle Bleitrach*, Paris, Messidor, 1984.

constante dans l'histoire de la RDA : de 1945 à la construction du mur de Berlin en août 1961, environ 2 739 000 personnes quittent le pays, soit 15% de la population d'après-guerre. En décembre 1957, l'Etat a même instauré un « délit de fuite hors de la République¹⁰ » et la Stasi redouble d'efforts pour traquer les aspirants au départ ; en vain d'ailleurs puisque pour un fugitif arrêté, six réussissent à quitter le « paradis socialiste¹¹ ». On imagine la catastrophe que représenteraient pour le régime de Walter Ulbricht des fuites massives de la population d'Eisenhüttenstadt, vitrine de la cité ouvrière socialiste et de l'Allemagne nouvelle, à l'occasion d'un jumelage. Le contrat d'amitié n'est signé qu'en mai 1963 soit près de deux ans après la construction du Mur de Berlin et la répression concomitante de l'été 1961 qui a très certainement frappé la commune allemande. Depuis le soulèvement du 17 juin 1953, le régime de Walter Ulbricht vit dans la terreur des révoltes ouvrières et une phase de normalisation policière a sans doute été instaurée à Eisenhüttenstadt.

La RDA n'a pu néanmoins se soustraire définitivement au projet de jumelage entre la cité phare du socialisme et l'ancienne ville des départs pour Auschwitz. C'est en effet un moyen de pression direct sur De Gaulle au moment de la crise de Berlin. L'attraction exercée par la jeune RFA et spécialement Berlin-Ouest sur les populations de l'Est minait la pérennité du glacié soviétique en Europe et Staline n'avait pas renoncé à chasser les Occidentaux d'Allemagne malgré la rebuffade essuyée lors du blocus de Berlin. Dans sa note du 10 mars 1952, il avait suggéré la réunification du pays dans les frontières de Postdam en échange de sa neutralisation, impliquant le départ des quatre armées alliées, mais également des organisations économiques occidentales, de l'OECE à la CECA¹². Et comme simultanément il avait ordonné au SED de préparer une constitution pour une Allemagne unie et socialiste¹³, il n'était pas douteux que neutralisation rimait avec soviétisation et signifiait à plus long terme la satellisation progressive d'une Europe occidentale apeurée par le chantage à la guerre.

En juillet 1957, l'URSS faisait exploser sa première bombe lancée par un missile intercontinental ou ICBM, et le 4 octobre elle propulsait le Spoutnik. Cela confortait la propagande soviétique sur la fin prochaine du capitalisme, et très concrètement sur la possibilité de frapper bientôt le territoire des Etats-Unis. Khrouchtchev comptait s'en servir pour apaiser les craintes de Walter Ulbricht maître d'un Etat qui n'était pas reconnu par les Occidentaux. Le 10 novembre 1958, le chef du Kremlin exige de ces derniers qu'ils évacuent Berlin-Ouest destinée à devenir ville libre. Le 27 novembre, il ajoute que si ses vœux ne sont pas exaucés dans les six mois il signera un traité de paix séparé avec la RDA et renoncera à ses responsabilités sur l'ancienne capitale du Reich et ses voies d'accès ; Walter Ulbricht fait immédiatement savoir qu'il refuserait de négocier des conditions d'entrée et de sortie dans la ville. En d'autres termes, les Occidentaux n'ont de choix qu'évacuer Berlin ou risquer une guerre, sachant qu'il serait impossible de reproduire le pont aérien de 1948 vue l'expansion du secteur Ouest depuis cette époque¹⁴

¹⁰ Francis Lachaise Histoire d'un Etat disparu : la République démocratique allemande de 1945 à nos jours, Paris, Ellipses, 2001 p.75.

¹¹ Cyril Buffet « La construction du Mur de Berlin » in Jean-Paul Cahn et Ulrich Pfeil, Allemagne 1961-1974 : de la construction du Mur à l'Ostpolitik, Villeneuve d'Asq, Presses universitaires du Septentrion, 2009 volume 11 p.35.

¹² Georges-Henri Soutou La guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest (1943-1990), Paris, Fayard, 2001 p.254.

¹³ Ulrich Pfeil « L'Allemagne pendant la guerre froide et la politique inter-allemande » in Jean-Paul Cahn et Ulrich Pfeil Allemagne 1945-1961 volume 1: de la catastrophe à la construction du Mur, Villeneuve d'Asq, Presses universitaires du Septentrion, 2008 p50

¹⁴ Georges-Henri Soutou, *op.cit* p371.

Or l'attitude des Anglo-Saxons face aux fanfaronnades de Khrouchtchev affole Konrad Adenauer. Le Premier Ministre britannique Harold Macmillan suggère de maintenir la présence alliée à Berlin en échange de la reconnaissance de la RDA, objectif implicite de Khrouchtchev. En avril 1959, 16% des Britanniques à peine sont prêts employer la force pour défendre la présence occidentale dans l'ancienne capitale du Reich. Certains journaux anglais préconisent même l'abandon de Berlin-Ouest et l'installation de sa population dans une ville nouvelle de RFA¹⁵. L'attitude des Etats-Unis n'est guère plus encourageante. Lors de la conférence de Genève entre les quatre grands, de mai à août 1959, le secrétaire d'Etat Christian Herter propose un plan d'évacuation militaire de l'Allemagne dans la perspective d'une réunification, ainsi que des mesures de sécurité et de désarmement de l'Europe¹⁶. En outre, la RDA et la RFA ont pu être présentes à Genève à titre d'observatrices, ce qui semble prélude à la reconnaissance de la première. Adenauer n'en veut à aucun prix. En septembre, le président Eisenhower reçoit Khrouchtchev à Camp David et admet l'anormalité de la situation berlinoise et le principe d'un sommet quadripartite¹⁷ qui se tiendra en mai 1960 à Paris.

De Gaulle est le seul à rester ferme et à parler clairement à Khrouchtchev. Du 23 mars au 3 avril 1960, ce dernier se rend en effet en visite officielle en France, et il rappelle à l'homme du 18 Juin son ultimatum sur Berlin. La réponse s'apparente à un camouflet :

« La République de Pankow est un fait artificiel. Elle ne constitue pas une manifestation de la volonté de sa population¹⁸ »

Le maître du plus vaste Etat de la planète, de la deuxième armée du monde, l'homme du Spoutnik, des missiles intercontinentaux et « le représentant bien aimé de l'humanité progressiste » s'effondre face à la tranquille assurance du Général auquel il propose finalement d'inviter Konrad Adenauer et Otto Grotewohl à la conférence de Paris. « Je ne pense pas que ce serait utile » s'entend-il répondre. Et il termine l'entretien... en offrant son propre portrait au président français, décidément plus difficile à impressionner que d'autres hommes d'Etat.

A mon sens, le jumelage entre Drancy et Eisenhüttenstadt a pour objectif premier de contribuer à faire plier De Gaulle sur la question allemande, dans la perspective de la conférence de Paris. Maurice Nilès a écrit le 21 avril 1960 soit moins de trois semaines après la visite officielle de Khrouchtchev en France. L'opération vise à éveiller un mouvement d'opinion hostile au Général à partir d'un symbole fort, le mariage entre une ville française meurtrie par le souvenir des rafles et de la Shoah, et une municipalité allemande nouvelle, créée un an après la naissance de la jeune RDA présentée comme la fille de la Résistance à Hitler.

2) Le bon et le mauvais rapprochement franco-allemand :

Le discours du PCF et du SED reprend le manichéisme de la doctrine Jdanov et du Mouvement pour la paix. Il existe un bon rapprochement franco-allemand, porteur de paix et de bonheur, qui s'incarne naturellement dans le jumelage Drancy-Eisenhüttenstadt et correspond très exactement aux intérêts de l'URSS. S'y oppose un très mauvais

¹⁵ Cyril Buffet *art.cit* p34

¹⁶ Georges-Henri Soutou *op.cit* p376

¹⁷ Cyril Buffet *art.cit* p35

¹⁸ Jean-Jacques Marie, *Khrouchtchev*, Paris, Payot, 2010, p.389.

rapprochement franco-allemand, fauteur de capitalisme, de fascisme et de guerre, représenté par l'entente stratégique entre Paris et Bonn. Il va naturellement contre les intérêts de l'URSS dont les objectifs se confondent avec ceux de « l'humanité progressiste ».

Un additif au journal de la cellule Maurice Audin du PC de Drancy en février 1962 présente l'avantage de rassembler l'essentiel de la thématique anti-gaulliste que diffuse alors le Parti. Il s'ouvre sur le décès de Daniel Fery, un malheureux drancéen de 16 ans au cours de la manifestation du 8, organisée par le PCF, le PSU et six syndicats contre l'OAS. La charge de police a fait huit morts écrasés sur les grilles du métro Charonne. Le poids émotionnel est d'autant plus fort que le préfet de police n'est autre que Maurice Papon qui avait déjà brutalement réprimé la manifestation du FLN de France du 17 octobre 1961. La brigade des hauts fourneaux de Eisenhüttenstadt prend le nom de « Daniel Fery¹⁹ », ce qui permet, sans jamais le formuler explicitement, de faire de De Gaulle une sorte de nouveau Pétain. Il est l'allié du Grand capital représenté par la CECA, illustre la « réaction », concept vague mais effrayant, et la RFA, « militariste » et « revancharde », caresse les mêmes projets expansionnistes que le IIIème Reich. On lit dans un communiqué du bureau politique du PCF en date du 2 septembre 1960 que Ludwig Erhard et Seebhom, ministres d'Adenauer, rêvent de reconquérir « des territoires polonais et tchécoslovaques » et que De Gaulle prévoit de donner des bases d'entraînement en France même à la *Bundeswehr*, « armée revancharde de l'Allemagne de l'Ouest commandée presque entièrement par des généraux et des officiers nazis²⁰ ».

A défaut d'être la réincarnation de Pétain, le Général est au moins le double de Daladier aux yeux du PCF. Le malheureux ignore tout des sombres desseins de Konrad Adenauer qui prépare secrètement une troisième guerre mondiale. En dehors du Parti, personne ne s'était encore rendu compte en France que l'ancien maire de Cologne était l'héritier du militarisme prussien. Plus sérieusement, la référence aux territoires polonais et tchèques illustre l'un des enjeux majeurs de la crise de Berlin : la ligne Oder-Neisse, frontière entre la Pologne et la RDA que cette dernière a acceptée dès juin 1950, mais que récuse la République fédérale. De façon plus large, Moscou cherche implicitement la reconnaissance des frontières de l'URSS et des Etats de son glacis, condition de sa pérennité.

Pour accréditer la légende d'une RFA en quête d'un espace vital à conquérir, le régime de Walter Ulbricht multiplie à partir de la fin des années 1950 les campagnes de dénonciation concernant le passé hitlérien de l'entourage du chancelier. On en trouve trace dans les archives de Drancy jusqu'en 1966 où c'est le président Heinrich Lübke qui est attaqué. En 1959, la RDA avait accusé Theodor Oberländer, ministre de Konrad Adenauer, de protéger d'anciens nazis et d'avoir participé à des massacres en Pologne en 1941. L'intéressé avait même fait l'objet d'un procès par contumace de la justice est-allemande qui l'avait condamné en avril 1960 à la prison à perpétuité ; suite à la polémique qui avait éclaté en République fédérale, il avait sollicité une retraite anticipée²¹. Les archives de Drancy cherchent à renvoyer l'image d'un Etat ouest-allemand quasi-exclusivement

¹⁹ Lettre de Paul Jentsch vétérans du SED et conseiller municipal d'Eisenhüttenstadt, non datée, très probablement de 1964. In pochette « délégation de Drancy à Eisenhüttenstadt 1964 », dans le carton Eisenhüttenstadt 1962 à 1966.

²⁰ *Ibid*

²¹ Franz Kuhn « Les deux Etats allemands face au passé nazi et les enjeux de la guerre froide » in Jean-Paul Cahn et Ulrich Pfeil op.cit volume II, p.265.

composé d'anciens nazis prêts à reprendre la guerre au premier prétexte venu.

La propagande soviétique relayée par le PCF s'appuie sur les limites que les Occidentaux avaient très vite fixées à la dénazification prévue dans les accords de Postdam. Le contraste entre le sort des anciens membres du NSDAP et l'interdiction du minuscule KPD en 1956 qui pourtant ne pesait guère que 2,2% des suffrages, alimentait effectivement un malaise.

A l'inverse du périlleux rapprochement Paris-Bonn, existe une bonne amitié franco-allemande, gage de socialisme et de paix, qu'illustre le jumelage entre Drancy et Eisenhüttenstadt, cette dernière étant naturellement le reflet de la RDA, elle-même lointaine vitrine de l'URSS.

On trouve dans les archives de Drancy quelques numéros de la revue *Rencontres franco-allemandes*, organe de l'association « Les Echanges franco-allemands », née en avril 1958 et destinée à multiplier les relations avec la RDA afin que Paris reconnaisse cette dernière. Groupement transpolitique animé en sous-main par le PCF, les EFA propagent le discours de Moscou sur l'Etat est-allemand.

Dès sa résurrection dans la zone soviétique de Berlin le 11 juin 1945, le KPD avait officiellement récusé la transposition du modèle communiste en Allemagne et opté pour « un régime antifasciste, démocratique dans une République parlementaire et démocratique, accordant au peuple tous les droits et toutes les libertés démocratiques²² ». Il prétendait ainsi appliquer à la lettre les accords de Postdam, dont le programme se résumait en trois principes : démilitarisation, dénazification, démocratisation. En avril 1946 il avait contraint le SPD de la zone soviétique à fusionner au sein du Parti socialiste unifié d'Allemagne, le SED, puis intégré les organisations bourgeoises au sein d'un Bloc des partis antifascistes et démocratiques, en fait une liste unique où la répartition des sièges entre les groupes parlementaires était fixée à l'avance et qui obtenait toujours des scores supérieurs à 99% des voix²³.

La dénazification en RDA reposait sur deux axes. Elle procédait en premier lieu de l'analyse de Dimitroff concevant le fascisme comme la « dictature ouvertement terroriste des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins et les plus impérialistes du grand capital financier²⁴ ». Ainsi, la réforme agraire et les nationalisations massives, amorcées dès 1945, avaient extirpé les racines du mal. La dénazification exigeait en outre la rééducation de tous les Allemands imprégnés de militarisme prussien. Au sortir de la guerre ce point de vue était partagé par tous les Alliés et pas seulement par les Russes.

Les Echanges franco-allemands s'inscrivent dans cette logique. L'association dont les visées sont principalement culturelles, ne cesse de présenter les Allemands de l'Est en francophiles avertis. Ils prisent *Les Misérables* de Victor Hugo, *La Rabouilleuse* de Balzac, et « les films français sont ceux qui en RDA obtiennent le plus grand succès et il est symptomatique que l'artiste le plus cher au public de RDA soit notre regretté Gérard Philipe²⁵ ». L'incarnation du *Cid* est décédée en 1959, et sa proximité avec le PCF démontre ainsi la

²² Heinrich A. Winkler, *op.cii* p.570.

²³ Henri Ménudier « Partis politiques, élections et gouvernements dans les deux Allemagnes » in Jean-Paul Cahn et Ulrich Pfeil, *op.cii* volume I p.138.

²⁴ Bernd Faulenbach « Les deux Allemagnes face à l'héritage national-socialiste » in Jean-Paul Cahn et Ulrich Pfeil *op.cit* p.161.

²⁵ *Rencontres Ji-anco-allemandes*, juin 1960, n°5 p.4. In carton Eisenhüttenstadt 1961 à 1967.

convergence historique entre classicisme français et progressisme. Grâce au socialisme, les Allemands qui hier proféraient les érucations hitlériennes, ont pris goût aux vers cornéliens. La revue *Echo d'Allemagne*, dont le siège se trouve à Berlin-Est, brosse le portrait de Karla Wencke, docteur en sciences, sous-directrice de l'Institut de recherches sur la catalyse inorganique de l'Académie des Sciences, et députée à la Chambre du Peuple. Cette femme émancipée qui avoue être surchargée de travail prend tout de même le temps de lire les auteurs classiques que l'on trouve dans sa bibliothèque : Voltaire, Diderot, Romain Rolland et Barbusse²⁶... Existerait-il un lien de cause à effet, entre de grands écrivains que pourrait recommander le PCF et la libération de la femme allemande, cantonnée sous le nazisme dans un rôle fort traditionnel ? C'est certainement la raison pour laquelle la délégation de la ville de Saint-Denis, jumelée avec Gera en RDA a été accueillie par les ouvriers de la ville sœur au chant de *La Marseillaise*²⁷. Peut-être avaient-ils tous été enthousiasmés par le film de Jean Renoir ... Les vertus de la culture française et progressiste sont si puissantes qu'elles sont venues à bout de l'antisémitisme allemand. En 1960 la RFA avait été bouleversée par une vague d'actes dirigés contre des Juifs qui avait culminé avec la profanation de la synagogue de Cologne à Noël 1959²⁸, autrement dit dans la ville du chancelier. Le scandale Oberländer et l'enlèvement d'Eichmann pouvaient déstabiliser la jeune Allemagne fédérale où la dénazification avait été limitée. En septembre 1960 les *Rencontres franco-allemandes* présentent le compte-rendu d'un voyage de personnalités juives parties en RDA pour vérifier si l'antisémitisme y subsistait²⁹. Elle était conduite notamment par André Blumel, membre de la Fédération sioniste de France et ancien directeur de cabinet de Léon Blum sous le Front populaire, et par Charles Lederman, avocat proche du PCF et ancien résistant. Ce dernier évoque « une visite réconfortante³⁰ », Isi Blum, secrétaire général de l'Union des engagés volontaires, anciens combattants juifs, parle d'une « grande révélation³¹ », Vilner (il s'agit certainement du dirigeant du Parti communiste d'Israël), de la « rééducation dans un esprit démocratique et pacifique³² ». Tandis que la RFA est présentée comme gangrenée de nazis revanchistes, sa sœur socialiste compte quantités de hauts fonctionnaires d'origine juive et sa population manifeste une affectation sans borne pour la France de la Révolution³³.

On sait donc ce qui reste à faire pour guérir les Allemands de l'Ouest des tentations prussiennes et hitlériennes. La propagande soviétique tire les conséquences d'un état d'esprit très répandu en France, y compris au plus haut niveau : au sortir de la guerre, le Quai d'Orsay avait créé dans le secteur français de Berlin une Mission culturelle conduite par Félix Lusset et destinée à diffuser de grands auteurs (Molière, Claudel, Cocteau, Sartre)³⁴ dans le but d'éradiquer les vestiges du nazisme.

²⁶ *Echo d'Allemagne* avril 1964 p5. In pochette « délégation de Drancy à Eisenhüttenstadt_1964 », carton Eisenhüttenstadt 1961 à 1967.

²⁷ Témoignage d'Auguste Gillot, maire de Saint-Denis *Rencontres franco-allemandes*, juin 1960, n°5, p.8 et 9.

²⁸ Franz Kuhn, art. cit. 2009 13.264.

²⁹ « Compte-rendu d'un voyage de personnalités juives en RDA » in *Rencontres franco-allemandes* n°6, septembre 1960, p.6. In carton Eisenhüttenstadt 1961 à 1967.

³⁰ *Ibid* p.7

³¹ *Ibid* p.12.

³² *Ibid* p.30.

³³ Exposé de Charles Lederman, *Ibid* p.7.

³⁴ Elise Julien Les rapports franco-allemands à Berlin 1945-1961, Paris, L'Harmattan 1999, p57.

Eisenhüttenstadt est le symbole et la vitrine de la RDA. A l'été 1950, sur une lande des bords de l'Oder, de jeunes gens armés de haches et de pioches ont planté des drapeaux et commencé la construction d'un gigantesque combinat³⁵. « *La force qui les a portés, qui les a fait avancer c'est le parti de la classe ouvrière. Le Parti Socialiste Unifié d'Allemagne avait décidé, à son Illème Congrès d'édifier au bord de l'Oder, dans le cadre du plan quinquennal, une fonderie d'une capacité annuelle de 500 000 tonnes d'acier brut* », à une époque où suite à la division du pays par les puissances occidentales et les magnats du charbon et de l'acier, la RDA ne comptait que quatre hauts-fourneaux contre 120 à l'Ouest³⁶. « *Depuis des années ils [les six hauts-fourneaux] produisent trois fois plus que ce qui avait été prévu à l'origine pour 8 hauts-fourneaux. Ces chiffres sans âme [...] représentent pourtant d'innombrables actes héroïques du travail tels que seuls des hommes libérés de toute exploitation sont capables d'en accomplir*³⁷ ». La volonté de la classe ouvrière ne suffirait pas sans l'aide bienfaitrice de l'URSS qui envoie ses matériels spéciaux, ses ingénieurs, accueille et forme des cadres allemands dans le combinat Azov-Stal de Jdanov. En août 1957, le haut fourneau V, appelé « creuset de l'amitié germano-soviétique », dépasse pour la première fois le cap des 1000 tonnes. Les Allemands reçoivent également l'aide des monteurs tchèques spécialisés dans les réservoirs à gaz. Mais « *le plus grand miracle est celui de la transformation des hommes* » qui travaillent pour eux-mêmes et pour la collectivité : « *les habitants d' Eisenhüttenstadt ont construit cent mille heures de travail volontaire*³⁸ » pour construire le clos d'animaux sauvages, le théâtre de verdure, la piscine etc. « *Grâce aux sports, au théâtre et aux concerts, aux promenades aux bords des lacs et dans les forêts des environs ils recréent leurs forces nécessaires au travail, pour apprendre et vivre en socialistes*³⁹ ». Non contents de travailler avec diligence, les ouvriers passent leur temps à lire dans des bibliothèques d'entreprise et à suivre des cours du soir, ce qui devrait être évident puisque « *à l'époque de la révolution technique et scientifique on a besoin de plus de connaissances pour réaliser ses projets d'avenir*⁴⁰ ». Seul un benêt en douterait. Les ouvriers passent le temps qui leur reste (?) dans les ateliers des peintres et des sculpteurs. « *Les artistes et les écrivains cherchent des sources d'inspiration dans les brigades de travail, dirigent des groupes d'art populaire et aident beaucoup de travailleurs à tenter de franchir le pas qui sépare l'amateur d'art et le créateur artistique* ». La brochure conclut :

« Leurs camarades restés au combinat d'Eisenhüttenstadt Est veillent nuit et jour à ce que les hauts fourneaux fonctionnent, à ce que le flot d'acier augmente afin que la paix soit garantie et que l'art puisse fleurir. La Lande au bord de l'Oder a cessé de rêver. Ce sont les hommes qui rêvent maintenant le vieux rêve du bonheur qu'ils réalisent et protègent par leur travail⁴¹ ».

L'intérêt de ce texte est qu'il résume l'ensemble des thèmes chers au régime et contenus dans le reste des archives. Eisenhüttenstadt est née en 1950, presque en même temps que la jeune RDA dont elle est l'image. Elle est un modèle de puissance industrielle et de niveau de vie, deux domaines sur lesquels le régime, aux prises avec la concurrence ouest-allemande, ne cesse de se justifier. Grâce aux hautes technologies et au plan soviétiques, au paradigme du combinat et à l'aide désintéressée des sœurs du COMECON, Eisenhüttenstadt, du désert qu'elle était, s'est transformée en fleuron de la civilisation. L'apport de leurs victimes puis

³⁵ Brochure non datée : « Apprenez à connaître Eisenhüttenstadt ville jumelée avec Drancy depuis le 1^{er} mai 1963 » du comité de jumelage de Drancy. In carton Eisenhüttenstadt 1968 à 1970 et correspondance depuis 1961.

³⁶ *Ibid*

³⁷ *Ibid.*

³⁸ *Ibid p3*

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ *Ibid.*

vainqueurs d'hier, les Russes, les Tchécoslovaques et vraisemblablement les Français pour ce qui est de la culture classique dont s'abreuvent désormais les masses, a transformé ces germains militaristes en travailleurs assidus, en créateurs pacifiques, en esthètes élégants qui lorsqu'ils ne vont pas assister à des représentations théâtrales (françaises ?) se rendent aux cours du soir.

Eisenhüttenstadt est la cité antifasciste et dénazifiée par excellence. Son maire, Max Richter, fils d'ouvrier devenu serrurier et militant au SPD, a été emprisonné par le régime hitlérien. Elu en 1956 à la tête de la municipalité, il entretient des relations étroites avec les travailleurs⁴². En RDA, il n'est donc même pas besoin d'être communiste pour occuper de hautes fonctions. L'itinéraire de Max Richter reflète le processus de dénazification consistant à remplacer les anciens cadres compromis par des ouvriers du SED. Ses liens supposés avec les masses laborieuses sont censés illustrer le caractère profondément démocratique de la RDA. Ainsi lit-on en 1965 dans le bulletin drancéen *La voix de l'Est, nouvelles de Eisenhüttenstadt* :

« les candidats du Front national aux élections municipales à Eisenhüttenstadt ont été élus avec 97,4% des voix. C'est une belle preuve de confiance des citoyens de notre ville sœur envers les dirigeants qui édifient leur cité socialiste⁴³ ».

A l'image de la RDA, la municipalité allemande remplit ses devoirs dans la résistance antifasciste et accueille Daniel Fribourg et Michel Roblès, deux militants communistes français agressés par des « éléments réactionnaires » lors de la campagne électorale de 1969⁴⁴. La municipalité de Drancy lui reconnaît évidemment ce rôle. Elle a déjà conféré la citoyenneté d'honneur à Ernst Thälmann et à l'occasion du 15^{ème} anniversaire de la RDA en octobre 1964, envoie une délégation à Eisenhüttenstadt. Les Français sont conduits à Buchenwald où ils déposent une gerbe en mémoire de l'ancien dirigeant du KPD⁴⁵ dont le nom est fréquemment associé à celui du socialiste Rudolf Breitscheid livré aux nazis par le régime de Vichy.

On note enfin que le combinat d'Eisenhüttenstadt, fonctionnant avec du fer soviétique et du coke polonais, a été bâti sur « la frontière de l'Amitié » qu'est l'Oder. Le jumelage entre Drancy et sa sœur allemande apporte ainsi une caution symbolique à la ligne Oder-Neisse que Bonn refuse de reconnaître, et par la même aux frontières du glacis soviétique.

3) La propagande triomphaliste reflète paradoxalement les failles de la RDA et de la puissance de l'URSS

Les archives de Drancy font régulièrement écho à la hausse continue du niveau de vie et des performances économiques de la petite Allemagne socialiste en compétition avec sa sœur ennemie, relayant ainsi la propagande officielle d'une manière qui laisse songeur :

« on a l'impression réconfortante lors de ces visites que la RDA est en train de gagner la bataille économique engagée avec ceux qui avaient décidé de la ruiner et peut-être voit-on aujourd'hui mieux les raisons de ce détestable mur qui coupe Berlin en deux⁴⁶ ».

⁴² Ibid.

⁴³ En 1965, Max Richter est remplacé par Siegfried Sommer.

⁴⁴ Lettre de Maurice Nilès à Max Richter du 14 mai 1969. In carton Eisenhüttenstadt 1968-1970 et courrier depuis 1961.

⁴⁵ « Délégation du comité de jumelage au 15^{ème} anniversaire de la République démocratique allemande du 1^{er} octobre au 11 octobre 1964 ». In pochette « délégation de Drancy à Eisenhüttenstadt 1964 », dans le carton Eisenhüttenstadt 1962 à 1966.

⁴⁶ « Voyage à Eisenhüttenstadt pour préparer les activités de l'année 1967 et ébaucher celles de 1968 du 7 au 12 décembre » p4. In pochette « RDA : correspondance et semaine de l'amitié (16-24 avril 1966) ». Carton Eisenhüttenstadt 1961 à 1967.

Walter Ulbricht appelait son pays à « dépasser sans rattraper » le niveau de vie de la RFA⁴⁷, slogan dépourvu de sens et qui n'avait pas empêché une aggravation des difficultés d'approvisionnement en 1960 comme l'avouait secrètement l'intéressé à Khrouchtchev⁴⁸. L'impossibilité d'honorer les objectifs fixés avait été implicitement admise dès 1959 lorsque le plan quinquennal entamé trois ans plus tôt fut remplacé par un plan septennal « pour la paix, la prospérité et le bonheur » annonçant l'abondance pour 1961⁴⁹ tandis que l'Etat rejetait la faute sur les entrepreneurs privés accusés d'avoir acheté pour Noël du chocolat et des produits alimentaires en trop grande quantité, privant ainsi les travailleurs qui préparaient leurs fêtes⁵⁰. Ces accusations ubuesques occultaient les conséquences d'une accélération de la collectivisation agricole décidée en 1959 et qui avait complètement désorganisé l'économie rurale. L'aggravation des difficultés d'approvisionnement explique dans une large mesure les départs massifs à l'Ouest et la construction du Mur de Berlin.

Au même moment, dans leur numéro de juin 1960, les *Rencontres franco-allemandes* affirment que « la RDA est aujourd'hui la 5^{ème} puissance industrielle en Europe », que depuis le début du premier plan quinquennal en 1951 son développement économique a été plus rapide que celui de sa sœur de l'Ouest. Ainsi « Henri Jannes, chargé de mission auprès de la commission des Finances du Sénat » a visité l'exposition de Leipzig de novembre-décembre 1959 et en a tiré un rapport intitulé *"l'Allemagne de l'Est est-elle au seuil d'une révolution industrielle ?"* :

« Dès son introduction M.Jannes répond par l'affirmative à cette question (...) : l'Allemagne de l'Est dit-il aurait déjà dépassé l'Allemagne de l'Ouest pour la production par habitant d'un grand nombre de produits, non seulement de produits industriels tels que l'énergie électrique, le charbon, la potasse, la soude, l'acide chlorhydrique, la soie artificielle, la cellulose, mais aussi de produits alimentaires tels que le beurre, le sucre, la viande de porc et de mouton et même d'articles de confort, tels que les appareils photos, les motocycles⁵¹ ».

Certes, précise le rapporteur, la RDA est encore en retard dans l'acier, la viande de bœuf, les chaussures de cuir, les appareils de télévision et surtout les automobiles, mais le rattrapage est rapide.

Cette liste mêle à la fois le faux et le vrai. Il est exact que la viande manque à l'époque, mais le beurre aussi et plus généralement de nombreux produits alimentaires et de consommation courante. Les orientations en matière industrielle répondent à celle de Khrouchtchev qui en 1958 a fait de la chimisation de l'agriculture l'une des priorités de l'économie soviétique. Les archives font de la foire de Leipzig la vitrine de la technologie est-allemande, spécialement dans le secteur chimique. En 1964⁵², elle accueille 300 exposants français parmi lesquels Renault, qui obtient une médaille d'or, Berliet, Simca, Dior et Hennessy dans le luxe, PIC d'Avron dans la chimie, la société d'électronique Hellige. On apprend que la Régie est une habituée, qu'elle a reçu des médailles pour la deuxième année consécutive et que Walter Ulbricht en personne « s'est longuement arrêté au pavillon français. S'entretenant avec M.Astolfi, représentant du Centre national du Commerce extérieur, il a souligné tout l'intérêt que porte la RDA aux articles et équipements français. Le niveau actuel de développement de l'économie de la RDA lui permet d'envisager une augmentation sensible de ses échanges avec la France. Cette extension serait grandement aidée par l'établissement de missions

⁴⁷ Cf « "Dépasser sans rattraper". L'évolution de la consommation en RFA et RDA » par Annette Kaminsky in Jean-Paul Cahn et Ulrich Pfeil, *op.cit* p.113.

⁴⁸ *Ibid*

⁴⁹ *Ibid* p.123.

⁵⁰ *Ibid* p.128-129.

⁵¹ *Rencontres franco-allemandes*, juin 1960 n°5,p2

⁵² *Echo d'Allemagne*, avril 1964 p1

*commerciales à Berlin et à Paris*⁵³ », ce qui implique la reconnaissance diplomatique et l'aggravation des relations entre Charles de Gaulle et le Chancelier Ludwig Erhard, qui en 1964 sont très tendues.

A la fin des années 1950, Khrouchtchev avait fixé pour objectif le dépassement des Etats-Unis dans le domaine industriel et agricole. Il cherchait pour cela à attirer les investisseurs occidentaux en URSS sachant que Washington refusait d'exporter toute technologie susceptible d'être utilisée à des fins militaires. En 1962, les Etats-Unis avaient encore renforcé leur embargo commercial sur Moscou⁵⁴, d'où la nécessité de s'adresser à des Européens. Le Kremlin comptait beaucoup sur le COMECON et en 1959 l'avait doté d'une charte avant d'envisager en 1962 une intégration accrue des économies⁵⁵ dans un vaste plan afin de mettre un terme à la crise qui ébranlait à l'époque le glacis.

A ce titre, la RDA devait servir de vitrine pour attirer les capitaux d'une CEE en pleine expansion et opérer ensuite des transferts de technologie vers l'URSS. Malgré son inexistence officielle, elle échangeait des produits avec la RFA sans être touchée par le tarif extérieur commun⁵⁶ ni contrainte de régler ses achats en devises convertibles⁵⁷. Le régime de Walter Ulbricht est d'autant plus intéressé par les investissements français qu'il ne tient pas à glisser sous la tutelle économique de Bonn et qu'en 1964 les relations franco-soviétiques se sont grandement améliorées. En janvier, Valéry Giscard d'Estaing, Ministre des Finances et des Affaires économiques, s'est rendu à Moscou en vue de développer les exportations vers l'URSS⁵⁸. Une délégation de la Chambre du commerce extérieur de la RDA existe officieusement dans les locaux de l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris et, jusqu'en 1967 inclus, le solde des échanges est favorable à la France. Le marché est assez intéressant pour qu'en décembre 1969, le Quai d'Orsay envisage l'ouverture d'un bureau à Berlin-Est sous la pression des industriels⁵⁹. La stratégie commerciale du régime de Walter Ulbricht n'est donc pas absurde.

C'est certainement aussi la raison pour laquelle les ouvriers d'Eisenhüttenstadt sont présentés comme des travailleurs infatigables, toujours soucieux de se perfectionner. Cela explique également à mon sens pourquoi Drancy se jumelle avec Prague VI, sixième arrondissement de la capitale tchécoslovaque et avec Lioubertsy en URSS en juin 1967.

Dans les archives il apparaît également que la RDA sert à escamoter les contradictions de la politique extérieure du Kremlin. On lit dans les *Rencontres franco-allemandes* de septembre 1960, sous la plume du docteur Ginsbourg, le commentaire suivant à l'issue de son voyage :

« je n'insisterai pas, mais je vois avec un certain déplaisir la République Démocratique Allemande tendre une main chaleureuse à la République arabe unifiée, ceci au moment où cette République Arabe Unie est

⁵³ *Ibid* p.7.

⁵⁴ Georges Sokoloff *La puissance pauvre : une histoire de la Russie de 1815 à nos jours*, Paris, Fayard, 1993, p.554.

⁵⁵ Le projet avait déjà été imaginé en 1955

⁵⁶ Françoise Berger « Divergences et convergences économiques » in Jean-Paul Cahn et Ulrich Pfeil, p.208. 2009

⁵⁷ Ulrich Pfeil, « L'économie au service de la reconnaissance diplomatique : les relations économiques entre la France et la République démocratique allemande (1949-1973) » in Jean-François Eck, Stefan Martens et Sylvain Schirmann *L'économie, l'argent et les hommes : les relations franco-allemandes de 1871 à nos jours*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France _IGPDE, 2009 p335

⁵⁸ Thomas Gomart *Double détente : les relations franco-soviétiques de 1958 à 1964*, Paris, Publications de La Sorbonne, 2003 p.412

⁵⁹ Ulrich Pfeil, *art.cit*

infestée d'anciens officiers SS et suit la politique d'impérialisme que nous connaissons⁶⁰ ».

L'auteur fait allusion au recrutement massif d'experts militaires allemands restés nazis par l'Egypte pour se doter d'une armée efficace contre Israël et massivement issus des réseaux de Gehlen, chef du BND⁶¹ et nostalgique du IIIème Reich dont nous aurons de nouveau l'occasion de parler. Or, la crise de Suez en 1956 a resserré les liens entre Le Caire et Moscou, qui entend conférer à la RDA un rôle d'ambassadrice du socialisme dans le Tiers monde afin de la faire reconnaître officiellement par un maximum d'Etats. Khrouchtchev a lui aussi des Allemands à fournir aux pays arabes, mais contrairement à leurs homologues occidentaux, ceux-là sont garantis exempts de tout antisémitisme. C'est en tout cas ce que l'on pourrait déduire de la lecture des *Rencontres franco-allemandes* de septembre 1960.

Il ressort des archives et de la propagande soviétique que le régime de Pankow est politiquement très précaire et manque gravement de légitimité. La brochure qui dresse un portrait idyllique de Eisenhüttenstadt met en garde le lecteur :

« Dans l'autre Etat allemand, sur le Rhin et dans la Ruhr les milieux du pouvoir ne voulaient pas accepter que l'Etat allemand de paix se dégageât de la tenaille de leur embargo. Ils envoyèrent sur les bords de l'Oder des provocateurs et des saboteurs. Mais ni les incendies criminels et autres actes de sabotage ni la propagande subversive ne purent empêcher la construction de l'usine⁶² ».

Car la Stasi est efficace. En avril 1964, les *Echos d'Allemagne* signalent la condamnation à la réclusion à perpétuité du « *plastiqueur Herbert Kuehn, 22 ans, sans profession, originaire d'Essen (Allemagne occidentale)*⁶³ ». L'individu « *avait mis sur pied à Berlin-Ouest une organisation terroriste financée et encouragée par les services Gehlen et par des groupements d'extrême droite d'Allemagne de l'Ouest. Kuehn entretenait des rapports suivis avec l'OAS* ». Il avait plastiqué des monuments à Berlin-Est et reçu le soutien du parti de la Liberté autorisé par le gouvernement de Bonn. L'anecdote est intéressante. Je n'ai personnellement trouvé nulle part ailleurs la trace de cet Herbert Kuehn. L'organisation Gehlen est en 1964 l'ancien nom du BND et elle est commandée depuis ses origines par l'homme qui avait animé le service de renseignement des armées étrangères de l'Est pendant la guerre et lui a donné son premier nom. Reinhard Gehlen a installé ses services dans l'ancien lotissement de Rudolf Hess près de Munich. Ce nostalgique du IIIème Reich avait construit le BND à partir d'un noyau d'anciens SS et noué des contacts tant avec l'OAS qu'avec le FLN dont le gouvernement était installé au Caire⁶⁴. En outre, Berlin-Ouest concentre les multiples organisations anticommunistes et les réseaux de renseignement de RFA. Le Parti de la Liberté auquel il est fait référence est certainement le VFF, Association populaire pour la paix et la liberté, fondée par un ancien nazi, Eberhard Taubert⁶⁵. En avril 1959, il avait par exemple invité des industriels italiens (puis français en juin) à Berlin afin qu'ils puissent mesurer les enjeux de la guerre froide⁶⁶, ce qui s'avérait naturellement gênant puisque la RDA espérait elle aussi les attirer pour garantir sa survie. Le VFF était très liée au Ministère des Affaires pan-allemandes qui en

⁶⁰ « Compte-rendu d'un voyage de personnalités juives en RDA » in *Rencontres franco-allemandes* n°6 septembre 1960, p.11.

⁶¹ Le Bundesnachrichtendienst (BND) est le Service Fédéral de renseignement (ouest-allemand).

⁶² *Ibid.*

⁶³ *Echo d'Allemagne*, avril 1964 p2 in carton Eisenhüttenstadt 1961 à 1967

⁶⁴ Michael Mueller et Erich Schmidt-Eenboom, *Histoire des services secrets allemands*, Paris, Nouveau Monde, octobre 2009 p212

⁶⁵ Bernard Ludwig, « De l'anticommunisme au débat politique » in Jean-Paul Cahn et Ulrich Pfeil *op.cit* volume II, p. 175.

⁶⁶ *Ibid* p.180.

était le principal mécène et agissait particulièrement auprès des réfugiés⁶⁷. Nul doute que la campagne menée en RDA contre Theodor Oberländer, ministre des Réfugiés de Konrad Adenauer et conduit à la démission en 1960 ne s'inscrivît dans une telle logique. Jusqu'à sa chute finale le régime est-allemand vécut dans la hantise du soulèvement du 17 juin 1953⁶⁸, interprété comme une tentative de putsch fasciste fomenté par des agents venus de l'Ouest⁶⁹. Or en 1964 les organisations de propagande anticommuniste de la zone occidentale de Berlin et le BND sont en perte de vitesse⁷⁰. En juillet 1963, avait éclaté le scandale Felfe. Cet ex-SS avait été coopté par d'anciens camarades au sein de l'organisation Gehlen en 1951. Grâce à ses brillantes performances, il était devenu un proche collaborateur du chef du BND et de Globke, secrétaire d'Etat à la Chancellerie fédérale. En novembre 1961, Heinz Felfe était arrêté comme agent du KGB, mettant en évidence l'extrême incompetence de Gehlen. Que les *Echos d'Allemagne* d'avril 1964 aient encore besoin d'insister sur les agissements de terroristes et d'espions à une époque où le KGB a publiquement démontré sa supériorité professionnelle sur Gehlen et le Mur de Berlin coupé les renseignements ouest-allemands de la plupart de leurs contacts en RDA, témoigne à mes yeux de la faiblesse congénitale d'un Etat qui a besoin d'alimenter en permanence une atmosphère complotiste pour occulter son illégitimité et son incapacité intrinsèques.

Son antifascisme identitaire n'est qu'un mythe soviétique auquel les Russes n'accordent aucun crédit. La fin du dossier des *Rencontres franco-allemandes* de septembre 1960 consacré à l'éradication supposée de l'antisémitisme en RDA inclut une « *réponse aux affirmations de certains journaux français selon lesquelles d'anciens nazis occuperaient des postes importants en RDA*⁷¹ » visant ainsi la revue « *La Voix de la Résistance* ». On y apprend qu'après l'effondrement du IIIème Reich les « forces antifascistes » ont créé un Parti National-Démocrate d'Allemagne destiné à regrouper « *ceux des anciens membres du parti nazi qui étaient décidés à liquider le passé* » et qui englobe aujourd'hui les classes moyennes. Ce regroupement de nazis touchés par la grâce démocratique était en fait une invention de Staline en zone soviétique pour diffuser des slogans nationalistes ou un discours sur le thème

« *Contre le marxisme, pour la démocratie* ». Il était dirigé par Lothar Bolz, ancien membre du KPD⁷². Son existence signifie clairement que Staline était prêt à conserver les nostalgiques de l'hitlérisme à condition qu'ils fussent encadrés dans une structure et fidèles à Moscou. La théorie de Dimitroff justifiant le démantèlement de la grande propriété évitait de poser la question de la responsabilité collective puisqu'une fois démolies les assises de la grande bourgeoisie et des Junkers les Allemands se muaient tout à coup en antifascistes convaincus. Mais l'existence d'un parti d'anciens nazis demeurés nationalistes et spontanément convertis à la démocratie témoignait bien du peu de crédit accordé par les Russes à leurs propres fables. Pour eux les Allemands demeureraient tous des Prussiens, militaristes et revanchards qu'ils fussent à l'Est ou à l'Ouest. Dans ses « Dix commandements de la morale socialiste » proclamés lors du Vème congrès, Walter Ulbricht affirmait :

« Tu élèveras tes enfants dans l'esprit de la paix et du socialisme, afin qu'ils deviennent des hommes aux compétences universelles, *au caractère ferme et au physique trempé*⁷³ ». Les Jeunes pionniers puis la Jeunesse allemande libre recevaient donc une éducation qui n'était pas si éloigné des

⁶⁷ *Ibid* p. 179.

⁶⁸ Bernard Ludwig, « Le soulèvement du 17 juin 1953 » in Jean-Paul Cahn et Ulrich Pfeil *op.cit* volume I, p.188.

⁶⁹ *Ibid* p175-176

⁷⁰ Bernard Ludwig p.178.

⁷¹ *Ibid* p18

⁷² Heinrich A. Winkler *op.cit* p.582.

⁷³ *Ibid* p624. Souligné par nous

principes des *Hitlerjugend*. Les Russes croyaient donc relativement peu dans les vertus de Corneille. A leurs yeux, les Allemands avaient été davantage séduits par les défilés militaires que par l'esthétique classique, et il convenait de les traiter comme tel à condition de les encadrer. Les figures de Ernst Thälmann et de Rudolf Breitscheid reflètent des contradictions du même ordre. Ils incarnent naturellement l'unité de la classe ouvrière au sein du SED qui réunit le KPD et le SPD, et le couple Walter Ulbricht — Otto Grotewohl en constitue le pendant dérisoire. L'unité des partis ouvriers à la tête d'une coalition antifasciste correspond à ce qu'il était indispensable de réaliser *avant l'arrivée au pouvoir de Hitler*. Or Ernst Thälmann faisait du SPD « l'aile modérée du fascisme » quelques jours encore avant le 30 janvier 1933. Le culte rendu à Thälmann et Breitscheid et le mythe de l'Etat antifasciste pacifiste sont une manière d'occulter l'écrasante responsabilité de Moscou dans l'avènement du IIIème Reich et le déclenchement de la guerre. En outre, après la victoire de Hitler, Rosa Thälmann affamée s'était rendue à l'ambassade soviétique pour supplier une aide et solliciter une intervention pour la libération de son mari. Elle n'obtint ni l'un ni l'autre. Elle et sa fille furent à leur tour envoyées dans un camp en 1941. Quant à Ernst Thälmann, son projet d'évasion fut annulé par le KPD sous l'influence de Walter Ulbricht qui décida de le laisser en prison « pour l'édification des camarades ». Les SS l'abattirent à Buchenwald en 1944 d'une balle dans la tête. Le culte que lui rend la RDA donne son sens à l'antifascisme tel que l'entend le Kremlin : il s'agit d'une docilité inconditionnelle et aveugle à l'URSS. Est antifasciste l'obéissance à Moscou, est fasciste ce qui va dans le sens contraire. Aux yeux du Kremlin, Walter Ulbricht et Otto Grotewohl voire le Parti National-Démocrate d'Allemagne sont bien des « antifascistes ».

La RDA est un Etat fantôme dont la vocation est de présenter le projet ouest-allemand de réunification dans les frontières de 1937 comme une manifestation nouvelle de l'expansionnisme hitlérien. Il s'agit de pérenniser le glacis et les frontières de l'Union soviétique qui ne sont pas officiellement reconnus à l'époque. Le rapprochement entre De Gaulle et Adenauer alimente donc de lourdes incertitudes à Moscou, qui cherche dès lors à susciter un courant d'opinion pour y faire obstacle.

II. Le PCF s'efforce d'agir sur l'opinion pour faire reconnaître la RDA.

La municipalité de Drancy et la ceinture rouge parisienne servent de point d'appui à une véritable diplomatie parallèle (1). le Parti vise certains secteurs de la population (2) et dans ce but procède au noyautage des Echanges franco-allemands (3).

1) La municipalité, levier d'une paradiplomatie :

Dans une lettre du 16 janvier 1961 au maire de la ville qui s'appelle encore Stalinstadt, Maurice Nilès lui adresse ainsi les vœux du conseil municipal de Drancy :

« Que 1961 soit pour vous une nouvelle étape dans l'édification de votre programme qui tend à l'instauration du socialisme. Soyez assurés que, pour notre part, nous ne ménagerons aucun effort dans notre combat quotidien pour la paix dans le Monde et pour la reconnaissance par notre gouvernement de votre République démocratique⁷⁴ ».

Le jumelage revêt d'emblée une finalité paradiplomatique puisque la municipalité de Drancy se donne pour objectif la reconnaissance de la RDA.

Pour ce faire, elle agit principalement sur l'opinion, en diffusant tout d'abord une image positive de la ville sœur et du régime, spécialement au cours des Semaines de l'Amitié. En

⁷⁴ Lettre de Maurice Nilès, maire de Drancy, au maire de Stalinstadt le 16 janvier 1961. In carton Eisenhüttenstadt 1961 à 1967.

vue de préparer celle de 1966, Eisenhüttenstadt promet à son homologue française un documentaire montrant la vie de ses habitants⁷⁵. En l'honneur du 20ème anniversaire de la République socialiste, le comité de Drancy des Echanges franco-allemands organise du 19 au 22 novembre 1969 un débat à la MJC sur « le miracle économique de la RDA⁷⁶ ». Si la municipalité française ne peut jamais recevoir de délégations est-allemandes faute d'obtenir les visas de la préfecture, Eisenhüttenstadt accueille généreusement ses camarades drancéens dans le cadre de compétitions sportives, de concours de coiffure et de colonies de vacances, notamment dans l'île de Rügen. Les adolescents partent accomplir des séjours de travail en entreprise/ repos. Cet aspect est fondamental. Suite à des échecs dont la nature n'est pas éclaircie, la municipalité allemande avait proposé en 1966 à Drancy d'en modifier le principe et de recevoir des jeunes Français sans les faire travailler, or la ville de Seine-Saint-Denis refuse :

« il est de notre rôle de faire comprendre aux jeunes gens et aux jeunes filles qu'ils doivent travailler 15 jours dans un esprit différent de l'idée que nous nous faisons du travail en France. En France, nous travaillons toujours pour quelqu'un, il s'agit d'un échange d'argent-travail, qui, dans beaucoup de cas, ressemble à une corvée.

Le sens du travail pour le bien de la collectivité est difficilement compréhensible pour des jeunes gens qui habitent un pays capitaliste aussi, devons-nous préparer ces jeunes en leur faisant sentir que le travail qu'ils accompliront aura un caractère de solidarité d'entre-aide (sic) entre les individus et, qui, librement consenti procure les mêmes joies que les jeux qui, bien souvent ne sont que des passe-temps pour distraire l'homme et ne pas le laisser sombrer dans une oisiveté qui d'après le proverbe est la mère de tous les vices⁷⁷ ».

Vraisemblablement les jeunes Français, bien plus que leurs camarades allemands, ont du mal à s'y faire, nous aurons l'occasion d'en reparler.

Les efforts de la commune de Drancy éveillent manifestement une sympathie très réelle de l'opinion puisque l'on trouve la trace d'une pétition exigeant la délivrance de visas aux délégués de Eisenhüttenstadt.

La diplomatie parallèle de la commune prend parfois un tour quasi-officiel. Le 15 novembre 1960 le conseil municipal rédige une délibération condamnant la présence de forces militaires ouest-allemandes sur le sol français, que la préfecture lui ordonne d'annuler⁷⁸. Le 2 décembre 1960, le maire d'Ivry-sur-Seine, Georges Marrane, interdit le passage et le stationnement de soldats allemands sur le territoire communal. Le 23 mars 1964, le préfet rappelle à l'ordre le maire de Drancy car le drapeau de la RDA, Etat non reconnu par la France, a été arboré sur les édifices municipaux⁷⁹. Les rapports avec le gouvernement ne sont pas toujours aussi conflictuels. Dans une lettre du 26 octobre 1966, Henri del Barrio écrit à Max Richter, ancien maire d'Eisenhüttenstadt, afin de lui proposer d'ajouter au plan de travail pour l'année suivante un préambule destiné à :

« apprécier comme réalistes et positives les positions françaises sur la situation en Europe enregistrer que ce nouveau climat va dans le sens de nos déclarations exposées depuis plusieurs années (...), réaffirmer les principes de notre contrat d'amitié comme contenant les véritables solutions capables de consolider la coexistence pacifique par la voie de la connaissance et de l'amitié

⁷⁵ Programme de travail 1966 des comités de jumelage de Eisenhüttenstadt et Drancy p2. In carton Eisenhüttenstadt 1962 à 1966.

⁷⁶ Affiche du comité de Drancy des Echanges franco-allemands. Carton Eisenhüttenstadt 1968 à 1970, courrier depuis 1961.

⁷⁷ Voyage à Eisenhüttenstadt pour préparer les activités de l'année 1967 et ébaucher celles de 1968 du 7 au 12 décembre p.2. In pochette « RDA : correspondance et semaine de l'amitié (16-24 avril 1966) ». Carton « Eisenhüttenstadt 1961 à 1967 ».

⁷⁸ Projet de vœu et annulation de délibération du préfet de la Seine en date du 23 janvier 1961 in Carton « Eisenhüttenstadt 1962 à 1966 ».

⁷⁹ Courrier du préfet de la Seine à M. le maire de Drancy le 23 mars 1964. In pochette « délégation de Drancy à Eisenhüttenstadt 1964 ». dans le carton « Eisenhüttenstadt 1962 à 1966 ».

*entre deux villes et entre nos deux peuples*⁸⁰ », autrement dit, le voyage du général de Gaulle en URSS en juin 1966 est une excellente initiative qui gagnerait à être suivie d'une reconnaissance officielle de la RDA. Cependant le texte final issu des délibérations entre Français et Allemands est nettement moins favorable au président de la République⁸¹.

La RDA prend très au sérieux ses relations avec les municipalités françaises. Le 18 janvier 1966 se tient à Berlin-Est la réunion des maires des villes jumelées de la région parisienne à l'initiative des Echanges franco-allemands. Comme Maurice Nilès ne peut s'y rendre⁸², il y délègue Henri del Barrio qui à la demande des autorités est-allemandes participe à une conférence de presse en son nom propre, sans engager ni le comité de jumelage ni les EFA. On trouve dans les archives un extrait de son intervention :

« Croyez-moi, la population de Drancy sait faire la différence entre les deux Etats allemands, celui dont les criminels de guerre sont au pouvoir et qui poursuit une politique d'aggravation de la situation européenne par son désir effréné de posséder l'armement atomique et de réviser les frontières et celui dont les criminels de guerre ont été châtiés et qui poursuit une politique d'apaisement et de détente en Europe⁸³ ».

A cette époque les relations qu'entretient De Gaulle avec Ludwig Erhard et les Etats-Unis sont exécrables. Le Général envisage d'engager l'Europe dans un large processus de détente où les Etats-Unis seraient cantonnés dans un rôle mineur⁸⁴. Le 23 mars 1965 à l'occasion du départ de l'ambassadeur soviétique Vinogradov il avait d'ailleurs invité l'URSS à abandonner son projet totalitaire pour redevenir un partenaire pour la France⁸⁵. L'intervention "personnelle" d'Henri del Barrio sert à rappeler les attentes de Moscou dans la perspective d'un rapprochement avec Paris : l'éloignement par rapport à la très atlantiste RFA de Ludwig Erhard, la reconnaissance de sa sœur socialiste et des frontières du glacis, ce qui dans le langage soviétique a le même sens.

Les programmes d'échanges sont par ailleurs très denses, et s'apparentent à des manifestes politiques. Celui de 1966 s'inscrit officiellement dans le cadre de la coexistence pacifique, « base de l'idée de jumelage⁸⁶ » et prévoit des échanges d'informations politiques, économiques, sportifs, culturelles etc.

Il existe des stratégies de renseignement moins coûteuses que l'espionnage traditionnel. Une délégation de Drancy, poursuit le document, sera invitée à Eisenhüttenstadt en septembre pour participer à un colloque sur la paix et l'amitié entre les peuples... . Moscou prépare le voyage du général de Gaulle en juin⁸⁷. La brochure ajoute que « *les deux comités de jumelage se félicitent du bon travail fait par les syndicats des deux villes et souhaitent que les contacts soient élargis aux autres syndicats (FO, CFDT, SNI, SNES, CFTC etc.)*⁸⁸ ». En octobre 1965 l'organe de l'union

⁸⁰ Lettre du 26 octobre 1966 d'Henri del Barrio à Max Richter.. In pochette « RDA : correspondance et semaine de l'amitié (16-24 avril 1966) ». Canon « Eisenhüttenstadt 1961 à 1967 ».

⁸¹ Programme concernant les travaux des comités d'amitié de Drancy et de Eisenhüttenstadt en 1967. In pochette « RDA : correspondance et semaine de l'amitié (16-24 avril 1966) ». Carton « Eisenhüttenstadt 1961 à 1967 ».

⁸² Lettre de Maurice Nilès à Siegfried Sommer maire de Eisenhüttenstadt en date du 12 janvier 1966. In pochette « RDA : correspondance et semaine de l'amitié (16-24 avril 1966) ». Carton « Eisenhüttenstadt 1961 à 1967 ».

⁸³ La voix de l'Est Drancy. In pochette « RDA : correspondance et semaine de l'amitié (16-24 avril 1966) ». Carton « Eisenhüttenstadt 1961 à 1967 ».

⁸⁴ Georges-Henri Soutou *L'Alliance incertaine*, Paris, Fayard, 1996 p 290

⁸⁵ *Ibid* p302

⁸⁶ Programme de travail 1966 des comités de jumelage de Eisenhüttenstadt et Drancy signé à Eisenhüttenstadt le 22 janvier 1966 pl in pochette « RDA correspondances —semaines d'amitié 1966 », carton Eisenhüttenstadt 1961 à 1967

⁸⁷ En janvier 1966 Maurice Couve de Murville, Ministre des Affaires étrangères, annonce que le Général De Gaulle se rendra en voyage officiel en URSS en juin. Cf Thomas Gomart *op.cit* p425.

⁸⁸ *Ibid* p3. Paragraphe n°11

locale CGT « Le travailleur drancéen » indique que son secrétaire, Victor Fagard, et H.Giese, président du district de la FDGB d'Eisenhüttenstadt, ont signé un contrat d'amitié afin d'établir des échanges d'information, de « développer d'étroites relations amicales avec les travailleurs de l'Allemagne de l'Ouest et avec leurs organisations syndicales » et d'étudier le syndicalisme en RDA. Le texte dénonce « l'alliance militaire, politique et économique des monopoles français et allemands de l'ouest⁸⁹ ».

Le programme de jumelage Drancy-Eisenhüttenstadt pour l'année 1966 précise que « ces relations concernent spécialement les entreprises de Bendix à Drancy et l'entreprise appartenant au service des autocars de Eisenhüttenstadt dont les contacts existent déjà⁹⁰ ».

Les échanges prévus entre les deux municipalités sont principalement d'ordre touristique, sportif et syndical, nettement moins culturel. Ils permettent de toucher de vastes secteurs de l'opinion publique et de servir de levier au sein des institutions internationales. C'est particulièrement manifeste dans le domaine sportif. En octobre 1965, à Madrid, le Comité olympique est-allemand inscrit la question de sa reconnaissance à l'ordre du jour de la 63^{ème} session du CIO⁹¹. L'infiltration au sein des organisations socialistes constitue un moyen de pression du même ordre. Le numéro d'*Echo d'Allemagne* d'avril 1964 signale que le Comité permanent des conférences ouvrières pan-allemandes qui a son siège en RFA a réuni à la foire de Leipzig plus de 1300 personnes, dont 1000 venues d'Allemagne de l'Ouest, qui se sont prononcées pour le désarmement des deux Etats allemands, contre l'armement nucléaire et ont prié le SPD « de ne pas rester plus longtemps prisonnier de la doctrine Hallstein⁹² ».

Ils ont également demandé aux syndicats de RDA et de RFA d'engager le dialogue⁹³. Le numéro d'avril 1969 de la même revue annonce à ses lecteurs que plusieurs personnes et organisations de gauche réclament la reconnaissance de l'Allemagne de l'Est : Günter Jansen, secrétaire des jeunes socialistes du Schleswig-Holstein, la SAK (première centrale syndicale finlandaise), le Parti travailliste social-démocrate des Pays-Bas lors de son 12^{ème} congrès, Stellan Arvidson (président de la société Suède-RDA), l'Union des jeunes socialistes du Danemark, le comité central du Parti socialiste japonais, Bidio Kumar Banerii, porte-parole de l'Assemblée constituante du Bengale occidental qui exige des relations diplomatiques entre l'Inde et la RDA⁹⁴.

Les échanges dans des domaines divers permettent d'accéder à une masse d'informations ouvertes immédiatement traitables à un coût et un risque infiniment moindre que dans l'espionnage traditionnel.

Max Richter joue un rôle clé dans les relations internationales de sa ville. Il est maire d'Eisenhüttenstadt de 1956 à 1965, date à laquelle il est remplacé, et non renversé par Siegfried Sommer. Il figure dans les délégations prévues (et avortées) pour se rendre à Drancy. Après avoir quitté ses fonctions il reste président du comité de jumelage de sa municipalité et à l'été 1966, il se rend en Angleterre comme invité par l'Eglise pour assister à un meeting sur la paix⁹⁵. La RDA est un Etat-prison dans lequel les déplacements à

⁸⁹ *Le travailleur de Drancy* octobre 1965, p.5. Carton « Eisenhüttenstadt 1961 à 1967 ».

⁹⁰ *Ibid* p3. Paragraphe n°11

⁹¹ Uta Andrea Balbier « l'histoire de l'équipe olympique pan allemande de 1956 à 1969 » in Jean-Paul Cahn et Ulrich Pfeil *op.cit* P.333

⁹² *Echo d'Allemagne*, avril 1964 p2 in carton Eisenhüttenstadt 1961 à 1967

⁹³ *Ibid*

⁹⁴ « Pour la reconnaissance de la RDA » *Echo d'Allemagne* avril 1969 p.2. In carton Eisenhüttenstadt I 968-1970. Courrier depuis 1961

⁹⁵ Voyage à Eisenhüttenstadt pour préparer les activités de l'année 1967 et ébaucher celles de 1968 du 7 au 12 décembre p1. Le texte parle de « l'Eglise ecclésiastique », sans plus de précision. In pochette « RDA :

l'étranger sont strictement limités. On peut en déduire que Max Richter, ancien maire d'une cité vitrine, est un homme de confiance du régime et que la résignation de ses fonctions municipales pour un rôle international est une promotion, peut-être en lien avec une carrière dans les services secrets.

- 2) Le PCF entend susciter un mouvement d'opinion en visant certains secteurs et sensibilités politiques

Le Parti communiste veut contraindre le gouvernement français à reconnaître la RDA, en s'appuyant sur certains milieux professionnels et politiques.

Les Echanges franco-allemands cherchent à attirer les enseignants, intellectuels et artistes. L'association est animée jusqu'à sa mort en 1960 par le mathématicien Albert Châtelet⁹⁶, on y trouve également le géologue André de Cayeux de Sénarpon, les juristes Charles Eisenmann, et André Hauriou, l'historien Ernest Labrousse, l'économiste François Perroux, les germanistes Gilbert Badia, Emile Bottigeli, René Girard⁹⁷, les écrivains Marcel Achard de l'Académie française, Arthur Adamov, Robert Merle, Jean Cocteau, le cinéaste Louis Daquin, l'actrice Françoise Rosay, les peintres Maurice André et Marcel Gromaire, les compositeurs Georges Delerue et Louis Durey. L'URSS prend très au sérieux les questions culturelles. Elle s'efforce de séduire les milieux intellectuels et artistiques pour en faire des vecteurs de sa propagande à une époque où la télévision est peu répandue et la Toile inexistante. Le PCF dispose à cet effet d'une structure, l'Agence littéraire et artistique parisienne (ALAP), cofondée par Louis Aragon, Jean Lurçat et Georges Soria et dont nous aurons l'occasion de reparler.

Le Parti cherche également à gagner les milieux d'affaires et les hauts fonctionnaires, à la cause de la reconnaissance de la RDA à une époque où l'Allemagne fédérale préserve son marché intérieur de la concurrence française malgré le Traité de Rome et un libre-échange affiché. Le numéro de juin 1960 des *Rencontres franco-allemandes* dresse la liste des élus venus en 1959 à la foire de Leipzig à l'invitation de la Chambre du commerce extérieur de la RDA: Paul Pernin de l'UNR, Le Goff de la SFIO, les sénateurs Claireaux (MRP) et Gadoin (gauche démocratique) et l'indépendant Pierre-Christian Taittinger. Ce dernier est le fils de Pierre Taittinger, fondateur de la maison des vins de Champagne qui porte son nom et membre de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain. On note également la volonté de toucher les milieux mendésistes où les hauts fonctionnaires sont nombreux.

Le PCF s'efforce en outre de susciter un courant d'opinion très au-delà de ses propres rangs, en visant particulièrement l'ensemble des sensibilités de gauche. Le Comité national des Echanges franco-allemands compte de grands noms de la Résistance et de la déportation tels que Denise Decourdemanche, secrétaire générale de l'Association des familles de fusillés. Elle est la sœur de Jacques Decour, germaniste, fondateur des *Lettres françaises*, résistant, fusillé au Mont Valérien en mars 1942. Le Parti entend également convertir les milieux féministes à la cause est-allemande, or, par on ne sait quelle coïncidence heureuse, la RDA apparaît sur ce point comme le pays rêvé. C'est en tout cas ce qui ressort de la lecture *d'Echo d'Allemagne* en avril 1964⁹⁸. Outre Karla Wencke, chimiste, francophile et députée dont il a déjà été question, le mensuel interroge Liselotte

correspondance et semaine de l'amitié (16-24 avril 1966) ». Carton « Eisenhüttenstadt 1961 à 1967 ».

⁹⁶ *Rencontres franco-allemandes*, juin 1960, p.12

⁹⁷ Il s'agit d'un homonyme du philosophe.

⁹⁸ « Sont-elles heureuses ? » Ibid p4

Schlecht, ingénieure et chef de chantier à Berlin-Est qui explique aux lectrices françaises qu'elle a dû s'imposer face aux hommes de son milieu, et non aux ouvriers qui ont spontanément apprécié ses compétences. On apprend toutefois que ce type de carrière est devenu courant en RDA. Cette femme exemplaire, syndicaliste et membre du SED, consacre ses vacances au canoë, à la lecture, aux concerts ainsi qu'au théâtre. Personne ne paraît jamais fatigué en RDA, pas plus à Berlin qu'à Eisenhüttenstadt. Le régime semble encourager l'esprit d'initiative plus efficacement peut-être que dans le système capitaliste. Grâce à la planification, Regina Tobis, ancienne secrétaire dirige une entreprise de 40 ouvriers. Elle possède une automobile et consacre elle aussi son temps libre au théâtre et aux concerts. Son pire souci depuis la mort de son mari, réside dans l'impossibilité de visiter sa sœur de Berlin-Ouest... en l'absence d'accord sur les laissez-passer dont elle souhaite le renouvellement. Il s'agit d'une allusion à l'arrangement conclu en décembre 1963 entre Willy Brandt et le régime est-allemand permettant à 700 000 Berlinois de l'Ouest de se rendre à l'Est pour les fêtes de fin d'année, et non l'inverse. Le SED en avait tiré la preuve de l'existence de la RDA en droit international⁹⁹. Le taux d'activité féminin s'élève à 67,29% en Allemagne de l'Est au milieu des années 1960¹⁰⁰, il est très supérieur à celui de la RFA, mais tient pour beaucoup à des nécessités pratiques. On compte en effet 135 femmes pour 100 hommes¹⁰¹ et le déséquilibre démographique est encore accentué par le départ massif à l'Ouest de leurs collègues masculins. Loin de la propagande, elles se trouvent fréquemment employées dans des tâches pénibles et des secteurs traditionnellement réservés aux hommes tels que l'industrie mécanique ou électrotechnique et surtout le bâtiment¹⁰². Même si elles sont surreprésentées dans le tertiaire elles occupent des postes moins prestigieux, moins rémunérateurs et elles sont moins engagées politiquement et syndicalement¹⁰³. Il semble également que les places au concert et au théâtre soient prioritairement destinées aux hommes¹⁰⁴. Les portraits que brosse la propagande sont donc largement mythiques. Ils visent le Mouvement français pour le planning familial dont l'une des principales animatrices est le docteur Marie-Andrée Lagroua Weill-Hallé. L'organisation compte de nombreux libres-penseurs, francs-maçons, protestants, syndicalistes et enseignants, ainsi que de grands noms, comme Irène de Lipkowski dont nous aurons de nouveau l'occasion de parler. Le développement du travail féminin est en débat au plus haut niveau dans une France qui manque de main-d'œuvre. Le rapport Armand-Rueff de 1960 avait déjà soulevé le problème¹⁰⁵. A lire *Echo d'Allemagne*, le modèle de la femme rêvé par les féministes existe en RDA et il est inséparable de l'engagement dans le Parti et le syndicat. On peut donc en déduire que la Française moderne prend sa carte au PC et à la CGT.

Outre des socialistes, les Echanges franco-allemands cherchent à séduire les mendésistes, les catholiques et les gaullistes de gauche qui se confondent au moins partiellement avec le lectorat des revues *Esprit* et *Les Temps modernes*. Une fois encore la RDA, est présentée comme le pays rêvé. Nombreux dans le comité national des EFA sont les partisans de Pierre Mendès France, contributeurs des *Cahiers de la République*. On retrouve les noms d'André Hauriou, Charles Hemu, Henri Laugier, ou l'ex-député de l'Eure Gilbert Martin. Le cas de l'économiste François Perroux est encore plus intéressant car il se trouve à l'intersection des

⁹⁹ Andreas Wilkens « Willy Brandt, l'Ostpolitik et les deux Etats allemands » in Jean-Paul Cahn et Ulrich Pfeil *op.cit* p.61.

¹⁰⁰ Sandrine Kott, *Le communisme au quotidien : les entreprises d'Etat dans la société est-allemande*, Paris, Belin 2001 p238

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² *Ibid* p.239.

¹⁰³ *Ibid* p.241.

¹⁰⁴ C'est le cas à la TRO (usine de transformateurs Karl Liebknecht à Berlin). Voir Sandrine Kott *op.cit* p.265.

¹⁰⁵ Sylvie Chaperon *Les années Beauvoir 1945-1970*, Paris, Fayard, 2000 p288

Cahiers de la République, de la revue *Esprit* et *d'Economie et Humanisme*. Le nom de l'abbé Boulrier est plus attendu. Il s'agit d'un prêtre ouvrier, très proche du PCF, et membre du Mouvement de la paix. Le Parti s'efforce également de faire le lien avec les gaullistes de gauche. Dans les archives de Drancy comme du Blanc-Mesnil on trouve le nom du général Billotte, cofondateur de l'Union Démocratique du Travail, et représentant militaire de la France Libre à Moscou pendant la guerre. Il est ministre des DOM-TOM de 1966 à 1968, et membre influent de la Fédération mondiale des villes jumelées. Il est sollicité par les deux municipalités communistes pour l'obtention des visas. On note également une nette différence de traitement entre Roland Teyssandier et Irène de Lipkowski dans la polémique qu'entraîne le jumelage chez les anciens déportés et résistants. Le premier est un gaulliste conservateur, secrétaire général de l'UNADIF¹⁰⁶, il proteste contre le rapprochement entre Drancy et une ville allemande. *La Voix de l'Est* du 27 janvier 1961 lui répond très brutalement en l'accusant de garder le silence sur le rapprochement Paris-Bonn. La municipalité manifeste en revanche une certaine prudence à l'égard de la seconde, présidente de l'Association nationale des familles de Résistants. Elle ne lui répond pas directement et laisse à Jean-Claude Poulain, ancien prêtre-ouvrier¹⁰⁷, le soin de justifier le jumelage¹⁰⁸. Irène de Lipkowski fut jadis tête de liste du Front républicain et fait partie du comité directeur de l'Union Démocratique du Travail. Les gaullistes de gauche sont influents au sein de l'association France-URSS.

On apprend dans *Le travailleur drancéen*, organe de l'union locale CGT, qu'en RDA, « *le syndicat FDGB joue un très grand rôle (...), il participe à l'élaboration des plans fixant le développement économique du pays. Dans chaque usine les travailleurs discutent. Nous sommes loin en France d'une telle démocratie. Que deviendrait le 5ème plan si nous pouvions en discuter. Il serait certainement remplacé*¹⁰⁹ »

La planification démocratique est l'une des revendications des ménédistes, ainsi que des catholiques et gaullistes de gauche. En juin 1959 à l'initiative de sa tendance « Reconstruction » la CFTC avait adopté le rapport Declercq pour en défendre le projet. Le PC cherche à rallier une gauche non communiste en rupture avec Guy Mollet demeuré très atlantiste. Il s'agit également d'attirer un milieu de hauts fonctionnaires proches des grandes entreprises et du patronat moderniste, de favoriser l'investissement en RDA, voire de pousser De Gaulle à reconnaître cette dernière.

On trouve dans les archives de Drancy un mot d'Achille Péretti en date du 28 novembre 1964. Le vice-président de l'Assemblée nationale et maire de Neuilly-sur-Seine s'excuse auprès d'Henri del Barrio de ne pouvoir répondre à son invitation à la deuxième Semaine de l'Amitié des villes-soeurs. Cela démontre que la municipalité communiste n'hésite pas à s'adresser à des gaullistes de droite, donc nettement au-delà des diverses sensibilités de gauche lorsqu'elle espère faciliter la reconnaissance de son jumelage avec Eisenhüttenstadt.

- 3) Le cas des Echanges franco-allemands offre l'exemple du noyautage d'une association officiellement acommuniste par le PC

Les EFA naissent en avril 1958 et se fixent pour but de développer les relations culturelles voire d'affaires avec la RDA, et implicitement de favoriser la reconnaissance officielle du régime est-allemand. Son organe, *Les Rencontres franco-allemandes*, est édité par les presses

¹⁰⁶ Union nationale des associations de déportés, internés et familles de disparus

¹⁰⁷ Auteur de *L'Eglise et la classe ouvrière*, Editions sociales, 1960

¹⁰⁸ Lettre de Jean-Claude Poulain à madame de Lipkowski présidente de l'Association nationale des familles de Résistants et d'otages morts pour la France, Paris le 1^{er} novembre 1960. In carton « Eisenhüttenstadt 1961 à 1967 ».

¹⁰⁹ *Le travailleur drancéen* octobre 1965 « compte-rendu de la commission exécutive de l'union locale du 5 octobre » p2

communistes SPEC¹¹⁰ mais les militants du PCF demeurent discrets. On distingue trois cercles au sein de son comité national¹¹¹. Le premier est composé de grands noms extrêmement prestigieux et qui ne sont pas marxistes et encore moins membres du Parti. On compte parmi eux l'économiste schumpétérien François Perroux ou le poète Jean Cocteau de sensibilité gaulliste.

Le deuxième cercle est formé de compagnons de route, sympathisants et membres du PC, tels l'historien Ernest Labrousse, l'écrivain Adamov, le cinéaste Louis Daquin, le compositeur Louis Durey, ou le directeur de la revue *Europe* Pierre Abraham. Viennent enfin les hommes d'appareil dont les titres paraissent infiniment modestes et discrets comparativement à leur importance dans l'organisation : « l'instituteur » Roland Lenoir, est en fait le secrétaire général des Echanges franco-allemands, personnellement mandaté par Maurice Thorez ; le simple « journaliste » Jacques Denis est chargé au sein du Parti des relations extérieures et spécialement avec la RDA; le syndicaliste René Duhamel joue un rôle comparable à la CGT ; Georges Soria est simplement présenté comme « écrivain » alors qu'il est le principal animateur de l'Agence littéraire et artistique parisienne. On ne s'étonnera guère de ne pas trouver le nom de Louis Aragon, sans doute trop ouvertement lié au PC et à l'ALAP pour ne pas risquer de rebuter des intellectuels issus de la gauche non communiste. Cette absence peut contribuer à expliquer la présence de Cocteau dont nous avons évoqué plus haut la sensibilité politique. Serait-il l'œil et l'oreille de son ami Aragon ?

Le nom de Pierre Juquin est également à signaler. Il témoigne à mon sens de la confiance que lui manifeste l'appareil.

III. Le jumelage Drancy-Eisenhüttenstadt présente d'indiscutables limites, à tel point que l'on peut se demander si l'opération ne se retourne pas contre le Parti :

L'Etat n'a nullement cédé aux pressions des municipalités communistes, et il est demeuré maître du jeu (1). La propagande elle-même semble provoquer un effet inverse sur les publics qu'elle est censée convaincre (2). Enfin le jumelage est coûteux auprès des associations de Résistants et de déportés (3)

1) Le gouvernement français n'a pas cédé aux pressions de la commune :

Drancy n'a pratiquement rien obtenu de l'Etat qui est resté très ferme. Cela est particulièrement vérifiable lors des festivités organisées par la municipalité en 1964 et en 1966 alors que le PCF espère vraisemblablement tirer parti des mauvaises relations entre Paris et Bonn pour faire progresser la reconnaissance de la RDA par l'Élysée.

Les deux villes sœurs souhaitent fêter dignement le quinzième anniversaire de la République démocratique en envoyant des délégués de Drancy et Willenhall, ville britannique jumelée depuis 1959, à Eisenhüttenstadt en octobre 1964, puis en organisant une Semaine de l'Amitié dans la municipalité française le mois suivant. L'évolution des relations

¹¹⁰ Hélène Yèche « Les Echanges franco-allemands et le rapprochement avec "l'Autre Allemagne" (depuis 1958) » in Corine Defrance, Michael Kibener et Pia Nordblom *Wege der Verständigung zwischen Deutschen und Franzosen nach 1945: Zivilgesellschaftliche Annäherungen*, narr verlag, Tübingen, 2010, p.130

¹¹¹ *Rencontres franco-allemandes*, juin 1960, p.12.

internationales en Europe paraît de bon augure. De Gaulle est en froid avec Ludwig Erhard, et s'est rapproché de Khrouchtchev au point d'avoir envoyé son ministre des Finances Valéry Giscard d'Estaing à Moscou en janvier. Le mois suivant, Roudnev, vice-président du Conseil des ministres de l'URSS en visite à Paris s'était intéressé au SECAM, procédé français de télévision en couleur puis en octobre était signé le nouvel accord commercial franco-soviétique¹¹²

Dans l'esprit de la coexistence pacifique et de l'unité ouvrière dont se réclamait le régime est-allemand, il était indispensable qu'un socialiste se rendît au-delà du Rideau de fer. Le voyage de Guy Mollet et de Gaston Defferre à Moscou en 1963 ouvrait de toute manière un possible dialogue.

A la demande d'Henri del Barrio, la section SFIO de Drancy nomme Eugène Marius Duchanel¹¹³, maire de la ville de 1919 à 1926 puis de 1929 à 1936. Le parti frère a voulu éviter de se compromettre auprès de Guy Mollet et de l'Etat en désignant un militant au passé local certainement prestigieux mais dépourvu d'influence. Et l'on apprend au fil de la correspondance, que l'intéressé décline l'offre en invoquant des raisons de santé¹¹⁴... En retour Drancy organise une semaine de l'amitié en novembre avec ses deux villes sœurs. Achille Peretti a été invité...et repousse courtoisement la proposition dont l'acceptation eût été fort gênante pour son avenir politique. L'Etat refuse évidemment d'accorder des visas à la délégation d'Eisenhüttenstadt.

Les vingt ans du SED ne pouvaient être oubliés et Drancy prépare minutieusement pour avril 1966 la troisième Semaine de l'Amitié pour y convier des délégations de Drancy, Willenhall et Prague VI. La municipalité espère sans doute tirer profit de l'intensification des liens entre Moscou et Paris. En avril 1965 le nouvel ambassadeur soviétique, Valerian Zorine, a expliqué à Maurice Couve de Murville qu'il comptait ajouter aux échanges économiques, culturels et scientifiques, un développement des relations politiques¹¹⁵. En janvier 1966, le Quai d'Orsay informe l'URSS que De Gaulle se rendra à Moscou en juin et en février, la France annonce son retrait du commandement intégré de l'OTAN¹¹⁶.

Mais sans doute Maurice Nilès s'est-il montré trop optimiste. Si les Tchèques peuvent venir à Drancy en invoquant des motifs techniques (culture et urbanisme), les autorités françaises refusent encore les visas aux Allemands, malgré l'intervention de la municipalité auprès d'Edgar Faure et du Général Billotte, respectivement ministres de l'Agriculture et des DOM-TOM mais surtout membres éminents de la FMVJ. Le premier répond que la question ne relève pas de son champ de compétences et conseille de s'adresser à son collègue de l'Intérieur¹¹⁷. Je n'ai pas trouvé de réponse du second dans les archives et pas davantage du Ministre de l'Intérieur, Roger Frey, qui avait pourtant été sollicité à plusieurs reprises et qui a manifestement choisi le silence¹¹⁸. On notera également avec intérêt que ni le maire communiste de Bobigny, Georges Valbon¹¹⁹, ni aucun membre du comité de jumelages du

¹¹² Thomas Gomart *op.cii*

¹¹³ Lettre d'Henri del Barrio à E.M Duchanel en date du 18 août 1964. In pochette « délégation de Drancy à Eisenhüttenstadt 1964 », dans le carton « Eisenhüttenstadt 1962 à 1966 ».

¹¹⁴ Lettre d'Henri del Barrio à Richter et Oppermann en date du 1^{er} octobre 1964. In pochette « délégation de Drancy à Eisenhüttenstadt 1964 », dans le carton « Eisenhüttenstadt 1962 à 1966 ».

¹¹⁵ Thomas Gomart *op.cii* p.424.

¹¹⁶ *Ibid* p.425.

¹¹⁷ Lettre d'Edgar Faure à M.Chaix, secrétaire du comité de jumelage de Drancy en date du 31 mars 1966. In pochette « RDA : correspondance et semaine de l'amitié (16-24 avril 1966) ». Carton « Eisenhüttenstadt 1961 à 1967 ».

¹¹⁸ Lettre de Maurice Nilès. député-maire de Drancy à M. le ministre de l'Intérieur en date du 3 mars 1966. In pochette « RDA : correspondance et semaine de l'amitié (16-24 avril 1966) ». Carton « Eisenhüttenstadt 1961 à 1967 ».

¹¹⁹ Lettre de Georges Valbon à Maurice Nilès en date du 13 avril 1966. In pochette « RDA : correspondance et semaine de l'amitié (16-24 avril 1966) ». Carton « Eisenhüttenstadt 1961 à 1967 ».

Blanc-Mesnil, pourtant en relation avec la ville soviétique de Petrodvorets¹²⁰, n'ont trouvé le temps de se déplacer à Drancy, ne serait-ce qu'un instant. La lettre blanc-mesniloise a été rédigée fort tard, puisqu'elle date du dimanche 24 avril et que le journal local de Drancy «La voix de l'Est» nous apprend que la semaine de l'amitié a été prolongée jusqu'au lundi 25 pour permettre aux enfants des écoles de visiter l'exposition¹²¹ – à moins qu'il ne s'agisse plutôt d'attendre désespérément la venue d'un émissaire venu d'une commune voisine et politiquement amie. Mais écrire un courrier à l'extrême fin des festivités et de surcroît un dimanche, implique soit une confiance certes largement justifiée mais peut-être excessive dans les capacités de la Poste, soit de n'oser formuler une réponse négative à des camarades que l'on craint de vexer. Les pressions de l'Etat ont donc été très puissantes, y compris sur les municipalités communistes voisines, pour que la Semaine de l'Amitié échoue politiquement et que la RFA de Ludwig Erhard ne puisse en rien inférer l'alignement du général de Gaulle sur Moscou.

Finalement, l'Etat n'a délivré quasiment aucun visa. Il était prévu que Max Richter se rende à Drancy le 14 juillet 1965 pour recevoir les clés de la ville française dont il est citoyen d'honneur¹²². Je n'ai trouvé aucune trace dans les archives d'une telle visite qui n'a probablement pas eu lieu.

En revanche, Siegfried Sommer a pu se rendre à Drancy le 14 juillet 1968 afin de ratifier le pacte qui unit cette dernière à Eisenhüttenstadt depuis 1963¹²³, mais il est venu seul¹²⁴.

La préfecture n'éprouve aucune gêne à exiger de la municipalité communiste une déclaration d'intention ainsi qu'un « rapport contenant des infirmations sommaires d'ordre géographique, social, économique et culturel tant sur la ville d'Eisenhüttenstadt que sur votre commune¹²⁵ » au moment où Drancy envoie deux délégués dans la future ville sœur pour discuter du projet de jumelage. La démarche peut paraître d'autant plus étonnante que l'Etat exclut totalement de reconnaître un contrat d'amitié conclu dans un pays dont il n'admet pas officiellement l'existence. La préfecture accuse réception de la déclaration mais doit insister pour obtenir le rapport¹²⁶. La municipalité s'exécute et transmet les renseignements demandés le 16 juillet¹²⁷. Les autorités ont donc tenu à s'informer sur les potentialités d'un complexe industriel moderne susceptible de produire des armes et de menacer la France. Dans ce cas précis, les exigences de la préfecture relèvent bien de l'espionnage à base de sources ouvertes. C'est certainement la raison pour laquelle la mairie de Drancy a tardé à envoyer les renseignements attendus.

¹²⁰ Lettre du comité de jumelages du Blanc-Mesnil au président du comité de jumelages de Drancy le 24 avril 1966. In pochette « RDA : correspondance et semaine de l'amitié (16-24 avril 1966) ». Carton « Eisenhüttenstadt 1961 à 1967 ».

¹²¹ *La voix de l'Est Drancy* : «brillant succès de la 3^{ème} semaine d'amitié des villes soeurs ». In pochette « RDA : correspondance et semaine de l'amitié (16-24 avril 1966) ». Carton « Eisenhüttenstadt 1961 à 1967 ».

¹²² *La voix de l'Est* « la ronde de l'amitié et de la paix : les activités du comité de jumelage » : de mai à novembre 1965. Carton « Eisenhüttenstadt 1968 à 1970 et courrier depuis 1961 ».

¹²³ Lettre de Maurice Nilès à M. Renard secrétaire départemental des Echanges franco-allemands en date du 13 novembre 1968. Carton « Eisenhüttenstadt 1968 à 1970, courrier depuis 1961 ».

¹²⁴ Lettre de Simone Kempf secrétaire-adjointe du comité de jumelage à Max Richter en date du 25 septembre 1968 : elle écrit : « en regrettant toutefois que l'attitude de notre gouvernement n'ait pas permis qu'il soit accompagné de plusieurs représentants d'Eisenhüttenstadt » pl. Carton « Eisenhüttenstadt 1968 à 1970, courrier depuis 1961 ».

¹²⁵ Lettre du préfet de la Seine à M. le maire de Drancy le 8 janvier 1963. Carton « Eisenhüttenstadt 1961 à 1967 ».

¹²⁶ Lettre du préfet de la Seine à M. le maire de Drancy le 22 juin 1963. Carton « Eisenhüttenstadt 1961 à 1967 ».

¹²⁷ Lettre d'Henri del Barrio au préfet de la Seine en date du 16 septembre 1963. « Carton Eisenhüttenstadt 1961 à 1967 ».

2) Un discours efficace en dehors du Parti ?

On peut se demander si la propagande du PC est crédible aux yeux mêmes de ceux qu'elle cherche à convaincre et ne présente pas le risque de produire l'effet inverse. C'est particulièrement visible chez les Drancéens qui se rendent à Eisenhüttenstadt (a) et chez les intellectuels (b).

Les correspondances montrent que certains Français envoyés en vacance ou en délégation expriment clairement leurs doutes. De multiples témoignages prouvent que l'Allemagne de l'Est ne leur apparaît pas spontanément comme une nation pacifique et antifasciste, au contraire. Le militarisme des organisations de masse et de jeunesse est maintes fois souligné. On trouve dans les courriers et le compte-rendu des déportés et résistants de Drancy qui sont allés à Eisenhüttenstadt en mai 1965¹²⁸ le rapport de M.Deffers, qui tout en exaltant l'urbanisme de la cité, laisse pointer une certaine ironie. Il écrit à propos des manifestations : *« cinq minutes d'attente précèdent l'arrivée d'une musique militaire qui vient se placer face aux tribunes, cette musique scande une marche permettant à un détachement militaire (...) de défilier au pas de l'oie. Tout ceci me laisse un peu rêveur, quel est celui, qui, en Allemagne en 1945 aurait pu se figurer voir un jour les Allemands avec le même uniforme et la même arrogance, défilier 20 ans après, et semblant lancer un nouveau défi aux délégations des différents pays présentes dans les tribunes, et, ce détachement militaire est applaudi avec enthousiasme par toute la population¹²⁹ »*. A propos d'un voisin scandalisé qui lui explique que contrairement à la RFA, ces troupes symbolisent l'armée défendant les travailleurs et que la France a accepté le réarmement de Bonn, Deffers ne trouve rien à répondre mais constate qu'il se trouve dans une ville jeune à l'économie moderne et en plein développement. Or cet homme fait partie de la délégation venue signer le plan de travail prévu par les deux comités de jumelage et son rapport vise à conforter l'image d'une RDA pacifique telle qu'elle est présentée par la propagande.

Ce malaise est peut-être celui que ressentent également les jeunes Drancéens partis en vacances à Eisenhüttenstadt. Un certain nombre d'indices semblent en témoigner. On apprend ainsi qu'à l'été 1969 sans doute¹³⁰, les enfants français reçoivent de leurs camarades allemands une lanterne en carton et papier multicolore, pour prix de leur manque d'ordre et de discipline. Il est à noter que l'accompagnatrice prend leur défense, en soulignant que les jeunes Drancéens font des efforts pour ranger et nettoyer leur chambre et qu'elle ne prise guère ce genre d'humiliation. La militarisation des Allemands suscite vraisemblablement un certain malaise chez leurs camarades français.

Malgré les efforts des deux municipalités et des délégations, la RDA ne laisse pas à tous les visiteurs drancéens le souvenir d'un pays au niveau de vie élevé et dont la population respire la joie de vivre.

M.Deffers est frappé par l'absence presque totale de parkings et de garages à Eisenhüttenstadt et se demande comment serait résolue la question du stationnement si les Allemands désiraient comme les Français posséder une voiture. Il s'entend répondre de Max Richter¹³¹

¹²⁸ Compte-rendu des déportés internés et résistants de Drancy à la cérémonie de signature du plan de travail 1965 à Eisenhüttenstadt- mai 1965. Délégation du 8 mai 1965. Carton « Eisenhüttenstadt 1961 à 1967 ».

¹²⁹ Rapport M.Deffers p4-5, non daté. Carton « Eisenhüttenstadt 1961 à 1967 ».

¹³⁰ La lettre d'Olga Goulatis, pour autant que je puisse déchiffrer la signature, et écrite de Neu Mukvau, (que je ne suis pas parvenu à localiser), est datée du 20 août sans que l'année ne soit précisée. Etant donné que je l'ai trouvée dans le carton « Eisenhüttenstadt 1968-1970 » il s'agit vraisemblablement de l'été 1969.

¹³¹ Toujours maire de Eisenhüttenstadt lors de la visite de la délégation française en mai 1965 : cf Compte-rendu des déportés internés et résistants de Drancy à la cérémonie de signature du plan de travail 1965 à Eisenhüttenstadt- mai 1965 p3.Carton « Eisenhüttenstadt 1961 à 1967 ».

qu' « il n'y aura pas de voiture en stationnement dans la ville, toutes resteront dans des garages hors de la ville¹³² ». Cette étrange allégation qui justifie la situation présente par une prédiction et relève surtout de la matoiserie démontre qu'à Eisenhüttenstadt la voiture individuelle est rare et la société de consommation en retard, ce que M. Deffers a évidemment remarqué.

On trouve aussi en plusieurs exemplaires dans les archives la lettre de Françoise Véron et Françoise Fettu, parties à l'été 1966 dans le cadre des séjours travail-loisir¹³³. Leur linge neuf a été volé et personne ne semble disposé à les aider. Le concierge lui-même n'a rien vu. Elles se plaignent d'être laissées à elle-même et affirment avoir déjà été tentées de faire leurs valises. Elles envisagent même d'abrégier leur séjour tant elles se sentent déprimées et ajoutent en post-scriptum :

« au travail on nous prend pour des chevaux de labour tout en nous faisant de beaux sourires par devant ».

Cela explique les allusions que l'on trouve sur les échecs des séjours travail-loisir et le rappel par Henri del Barrio de leur importance politique¹³⁴. La dimension idéologique de ces vacances tient dès lors du camouflage commode pour dissimuler que les Drancéens sont astreints à des corvées et paient largement leur voyage, même si la relation monétaire n'apparaît pas. L'économie socialiste y gagne parce que la productivité y est traditionnellement faible. Le vol atteste de la pénurie et de la relative mansuétude du régime vis-à-vis de la petite délinquance

La propagande semble également exercer sur les intellectuels des effets inverses à ceux désirés. Dans *Le Figaro* du 24 mars 1961, paraît un article de Louis-Martin Chauffier intitulé « le scandale de Drancy¹³⁵ ». Le journaliste soutient le *Réseau du Souvenir*, association d'anciens déportés, scandalisée par le jumelage. L'auteur raille le manichéisme du PC qui sépare la bonne Allemagne pacifique dont le peuple n'a jamais trempé dans les horreurs de l'hitlérisme et la méchante qui rassemble les bourreaux d'hier, « tous nazis peints en démocrates pour berner la naïve Amérique¹³⁶ ».

La réaction du Parti et de la municipalité est extrêmement brutale. La cellule Maurice Audin s'insurge :

« En République Fédérale Allemande [sic], les amis du "Figaro" et de "l'action française", les amis de De Gaulle mettent les communistes, les démocrates en prison¹³⁷ ».

Le parallèle entre le général de Gaulle, l'Action française et l'auteur de l'article relève de l'amalgame, propre aux habitudes soviétiques, qui permet de classer à l'extrême droite n'importe quel contradictoire. L'assimilation est d'autant moins crédible que Louis-Martin Chauffier est un ancien résistant, déporté et compagnon de route du PCF qui avait soutenu les *Lettres françaises* contre Kravtchenko. La lecture de son article dans *Le Figaro* témoigne d'une lassitude vis-à-vis du manichéisme même post-stalinien¹³⁸.

¹³² Rapport M. Deffers p.3. Carton « Eisenhüttenstadt 1961 à 1967 ».

¹³³ Lettre de Françoise Véron à des parents cosignée par Françoise Fettu en date du 11 août 1966. La première est née le 20 juin 1949 à Paris. Elle a donc 17 ans. Elle est inscrite à l'Ecole normale d'institutrice du Bourget et parle allemand. La seconde est née le 15 mai 1945 à Trouville. Elle a 21 ans, et envisage de devenir garde-malade. Ces informations nous sont fournies par leurs fiches respectives. Cf carton « Eisenhüttenstadt 1968 à 1970, courrier depuis 1961 ».

¹³⁴ Voyage à Eisenhüttenstadt pour préparer les activités de l'année 1967 et ébaucher celles de 1968 du 7 au 12 décembre, par Henri del Barrio p2. Carton « Eisenhüttenstadt 1961 à 1967 ».

¹³⁵ « Le scandale de Drancy » par Louis-Martin Chauffier, *Le Figaro* du 24 mars 1961. L'article est lisible dans les archives. Pochette « protestation jumelage Drancy-RDA (1961) » in carton « Eisenhüttenstadt de 1961 à 1967 ».

¹³⁶ Ibid.

¹³⁷ Parti communiste français. Fédération Seine nord-est. Section de Drancy : cellule Maurice Audin du PCF HLM, Anatole France : « Pour l'amitié entre les peuples, pour l'amitié entre les populations de Drancy et Stalinstadt », p2. Non datée. Pochette « protestation jumelage Drancy-RDA (1961) » in carton « Eisenhüttenstadt de 1961 à 1967 ».

¹³⁸ Louis-Martin Chauffier note dans *Le Figaro* : « pour les partis communistes, ceux qu'ils condamnent ne sont

L'exemple le plus éloquent des limites de la propagande reste celui du voyage des personnalités juives en RDA¹³⁹. André Blumel¹⁴⁰ demande à un officiel est-allemand pourquoi le régime n'a pas, contrairement à celui de Bonn, versé de réparations à Israël. Il s'entend répondre que Tel-Aviv a vendu des armes à la RFA ... et constate que lesdites réparations remontent à 1953 et les livraisons d'armes de l'année précédente. A table, le malicieux Blumel interroge ses convives pour savoir s'ils sont sionistes et ces derniers lui répondent par l'affirmative. Il frappe l'épaule du secrétaire de la communauté juive en lui disant : « Vous voyez ! Vous m'aviez dit qu'il n'y avait pas de sionistes en Allemagne de l'Est...Pourtant ils viennent de le dire... ». Et l'autre de rétorquer : « Ils en parlent mais ils ne sont pas sionistes ». Moins ironique que Blumel, le docteur Ginsburg se demande également pourquoi la RDA n'a pas versé de réparations, s'inquiète de la voir nouer des liens avec la République arabe unie, nom donné à l'union entre l'Egypte nassérienne et la Syrie, au moment où cette dernière a recruté massivement d'anciens officiers SS, ce qui est parfaitement exact, et constate qu'à Erfurt, dans la région de Buchenwald, des croix gammées et des inscriptions antisémites ont été signalées¹⁴¹.

Les *Rencontres franco-allemandes*, organe des EFA, sont contrôlées par le PCF pour relayer la propagande est-allemande. Le témoignage gentiment moqueur de Blumel et celui plus anxieux de Ginsburg, sapent fondamentalement le discours de la RDA sur elle-même. La question des réparations, soulevée par les deux délégués, signifie bien que le mythe de l'Etat antifasciste débarrassé de tout héritage nazi ne convainc personne. Les intellectuels qui soutiennent les EFA et écrivent dans leur revue ne sont pas forcément dupes ni manipulés par le PCF. Sans doute pourrait-on leur attribuer le mot fameux de François Mauriac : « j'aime tellement l'Allemagne que j'en veux deux ». La reconnaissance de la RDA signifierait surtout la pérennisation de la division de l'ennemi d'hier et de la tutelle de la Russie éternelle sur la Prusse éternelle.

- 3) Le jumelage suscite un scandale auprès des associations de déportés et de fusillés. L'opération a donc été indiscutablement coûteuse en termes d'image :

La municipalité a vu affluer quantité de lettres de protestation, émanant par exemple de Jean-Claude Bernard, président de l'Amicale des anciens de Compiègne qui de surcroît exprime sa colère dans l'organe de la LICA¹⁴², de Roland Teyssandier pour l'UNADIF¹⁴³, du CRIF¹⁴⁴, de l'AFAID¹⁴⁵, du Réseau du Souvenir¹⁴⁶, d'Irène de Lipkowski, présidente de PANFROMF¹⁴⁷,

pas seulement des traîtres mais l'ont toujours été ». Ibid

¹³⁹ « Compte-rendu d'un voyage de personnalités juives en RDA » in *Rencontres franco-allemandes* n°6 septembre 1960 p6

¹⁴⁰ Membre de la Fédération sioniste de France. Lire son compte-rendu p15

¹⁴¹ « Compte-rendu d'un voyage de personnalités juives en RDA » in *Rencontres franco-allemandes* n°6 septembre 1960 p.11.

¹⁴² La Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICA) devient la LICRA en 1979.L'article de Jean-Jacques Bernard intitulé « le pardon n'est pas l'oubli » paraît dans « Le droit de vivre », revue de la LICA en octobre 1961.L'auteur est un ancien déporté.

¹⁴³ Union nationale des associations de déportés, internés et familles de disparus. Lettre de Roland Teyssandier en date du 13 octobre 1960. Carton « Eisenhüttenstadt 1961-1967 ».

¹⁴⁴ Lettre de son président Vidal Modiano au maire de Drancy en date du 30 janvier 1961. Carton « Eisenhüttenstadt 1961-1967 ».

¹⁴⁵ Association fraternelle des anciens internés et déportés de Drancy. Lettre de son président Henri Garth au maire de Drancy en date du 26 novembre 1960. Carton « Eisenhüttenstadt 1961-1967 ».

¹⁴⁶ Lettre de son président Paul Arrighi au maire de Drancy en date du 20 mars 1961. Carton « Eisenhüttenstadt 1961-1967 ».

de Maurice Azoulay pour l'Amicale des anciens déportés politiques de l'île anglo-normande d'Aurigny¹⁴⁸. Nul doute qu'il n'y ait là des arrière-pensées politiques. Certaines associations et leurs présidents sont clairement gaullistes, à l'exemple de l'UNADIF et du Réseau du Souvenir. Ce dernier compte par ailleurs dans ses rangs Maurice Azoulay, Irène de Lipkowski, ou Louis-Martin Chauffier¹⁴⁹. On trouve également dans les archives deux lettres de particuliers. L'une émane d'une personne dont la signature est illisible et qui raconte que ses parents ont disparu après avoir été internés à Drancy¹⁵⁰, l'autre est beaucoup plus gênante puisqu'elle vient de l'écrivaine Madeleine Sabine¹⁵¹, ancienne détenue du camp, et cousine du philosophe chrétien Gabriel Marcel qui avait préfacé son roman *La Cage aux ombres*, paru en 1950. Dans le numéro de la revue *Esprit* de mars 1961 était paru une nouvelle de l'auteure sur l'emprisonnement de Juifs à Drancy en 1943¹⁵². C'est sans doute la raison pour laquelle elle ajoute dans sa lettre à Maurice Nilès :

« Il va sans dire que c'est l'article de M.Martin-Chauffier qui m'a alertée, et qui ne manquera pas d'alerter ceux qui pensent comme moi ».

Le texte de ce dernier étant publié dans *Le Figaro* du 24 mars 1961, il est évident que ce détail est inexact et vise à dissimuler que la nouvelle « Un Dimanche sans cloches » a été adressée au moins en février à la revue de Jean-Marie Domenach. L'avertissement est clair. Ceux qui pensent comme Madeleine Sabine sont évidemment les intellectuels catholiques que le PC cherche à séduire. La référence à Martin-Chauffier, chrétien lui-même, et la parution de la nouvelle dans *Esprit* accentuent la menace, de la part de cette ancienne captive.

L'Amicale d'Auschwitz fait état de ses divisions par la voix de sa présidente Marie-Elisa Nordmann-Cohen¹⁵³ : sa lettre insiste fortement sur la colère d'un grand nombre de ses adhérents, même si elle évoque ensuite les partisans du jumelage qui « *comprennent ses aspects positifs dans la lutte contre le militarisme allemand*¹⁵⁴ ». La motion de juin¹⁵⁵ précise :

« *Soucieuse avant tout de maintenir l'amitié fraternelle entre tous ses membres, l'Amicale d'Auschwitz tient à rendre publique l'émotion manifestée devant ce projet*¹⁵⁶ ».

En d'autres termes, l'association a manqué d'éclater et les adversaires du rapprochement avec une ville allemande sont certainement majoritaires. Les autres sont sans doute les militants communistes, nombreux dans une organisation sous influence¹⁵⁷. L'ANARC¹⁵⁸ pourtant

¹⁴⁷ Association nationale des familles de Résistants et d'Otages morts pour la France. Lettre de sa présidente Irène de Lipkowski au maire de Drancy, en date du 24 octobre 1960. Carton « Eisenhüttenstadt 1961-1967 ».

¹⁴⁸ Lettre de Maurice Azoulay, président de l'Amicale des anciens déportés politiques de l'île anglo-normande d'Aurigny au maire de Drancy en date du 28 octobre 1960. Carton « Eisenhüttenstadt 1961-1967 ».

¹⁴⁹ Brochure du Réseau du Souvenir. Carton « Eisenhüttenstadt 1961-1967 ».

¹⁵⁰ Lettre en date du 27 mars, vraisemblablement 1961. Le nom de l'auteur est illisible. Carton « Eisenhüttenstadt 1961-1967 ».

¹⁵¹ Lettre de Madeleine Sabine au maire de Drancy en date du 26 mars 1961. Carton « Eisenhüttenstadt 1961-1967 ». Je tiens à remercier particulièrement Mme Odile Marcel, professeure à la Faculté de Philosophie de l'Université Lyon III et M.Henri Marcel de l'Association « Présence de Gabriel Marcel », pour les informations qu'ils m'ont apportées sur l'écrivain Madeleine Sabine.

¹⁵² « Un dimanche sans cloches » par Madeleine Sabine *Esprit* n°293 p.397.

¹⁵³ Lettre de Marie-Elisa Nordmann-Cohen présidente de l'Amicale des déportés d'Auschwitz et des camps de Haute-Silésie au maire de Drancy en date du 6 juin 1961. Carton « Eisenhüttenstadt 1961-1967 ».

¹⁵⁴ *Ibid.*

¹⁵⁵ Motion adoptée à l'unanimité le 1er juin 1961 par l'Amicale des déportés d'Auschwitz et des camps de Haute-Silésie. Carton « Eisenhüttenstadt 1961-1967 ».

¹⁵⁶ *Ibid.*

¹⁵⁷ Le premier président de l'Amicale des déportés d'Auschwitz, organisation née en 1945 était Maurice Honel, ancien député communiste de Clichy. L'association comptait parmi ses dirigeants Marie-Claude Vaillant-Couturier (vice-présidente, députée communiste), Hélène Solomon-Langevin (secrétaire adjointe, députée communiste) etc.

¹⁵⁸ Association nationale des anciens combattants de la Résistance

proche du PCF et dirigée par l'un de ses membres, Charles Fournier-Bocquet qui donne du cher camarade » à Maurice Nilès¹⁵⁹, semble avoir souffert des mêmes déchirures. J'ai trouvé dans les archives une lettre signée L.Picot, responsable du comité départemental de la Seine s'étonnant auprès du maire de n'avoir pas reçu de réponse à un précédent courrier et sollicitant un entretien avec les Résistants de Drancy¹⁶⁰. Seul Alphonse Delavois, président de l'Amicale des anciens internés patriotes de Chateaubriand, soutient explicitement le projet de Maurice Nilès qu'il tutoie. Il est également communiste¹⁶¹.

Au total, l'opération semble catastrophique. Alors que le PCF espérait organiser un courant d'opinion contre De Gaulle, il dresse largement contre lui des milieux auquel il est extrêmement attaché. Le Parti qui aime se présenter comme celui des fusillés et réduire ses critiques au rang de nostalgiques de la collaboration, prend le risque de se couper des familles de résistants, de déportés et des intellectuels chrétiens, sans lesquels il pourrait retrouver son isolement des années 1920.

La municipalité et le PCF répondent à Teyssandier et plus encore à Louis-Martin-Chauffier par l'anathème, en les plaçant, eux et tous ceux qui pourraient être de leur avis, du côté de l'Allemagne revancharde et militariste de Bonn. Ils exploitent à cet égard un tract absurde de l'Action française taxant les élus communistes de Drancy de « nouveaux collabos¹⁶² ». Si le mouvement maurassien n'est que l'ombre de ce qu'il fut avant guerre, le libelle permet au Parti communiste d'amplifier la menace fascisante qu'incarneraient Martin-Chauffier et Teyssandier présentés en défenseurs des jumelages avec une RFA nostalgique de l'hitlérisme. En ce sens tout critique du jumelage risque d'apparaître comme un collaborationniste virtuel.

Mais le PC et la municipalité ne peuvent répondre à toutes les associations par l'invective, sous peine de s'isoler. Le Parti fait intervenir un ancien prêtre ouvrier, Jean-Claude Poulain, dont le père fut déporté à Auschwitz. Militant à la LICA et trésorier-adjoint de la Fédération mondiale des villes jumelées, il jouit d'un poste clé dans l'appareil de cette dernière. Nul doute en conséquence qu'il ne s'agisse d'un homme de confiance aux yeux du Parti comme de Moscou. Il écrit sur un ton très nuancé à Jean-Jacques Bernard que le pardon n'est pas l'oubli et qu'il convient d'œuvrer à une meilleure compréhension avec les Allemands¹⁶³. Il prend également la plume pour s'adresser à Irène de Lipkowski¹⁶⁴ sur un ton un peu moins amène. Comme il le précise, il répond en l'absence de Jean-Marie Bressand provisoirement à l'étranger. On peut s'étonner de prime abord qu'un trésorier-adjoint puisse se substituer de son propre chef au fondateur de la Fédération mondiale des villes jumelées. Ce dernier, qui a côtoyé les services secrets américains, n'a peut-être pas la confiance des Soviétiques qui contrôlent en sous main la FMVJ et ont préféré faire appel à Jean-Claude Poulain pour répondre au nom de l'association. L'ancien prêtre ouvrier précise d'abord que son père et son

¹⁵⁹ Lettre de Charles Fournier-Bocquet au maire de Drancy en date du 22 novembre 1961. Carton Eisenhüttenstadt 1961-1967 ».

¹⁶⁰ Lettre de L.Picot, secrétaire du comité départemental de la Seine de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance, à Maurice Nilès, en date du 17 avril 1961. Carton « Eisenhüttenstadt 1961-1967 ».

¹⁶¹ Lettre d'Alphonse Delavois, secrétaire général de l'Amicale des anciens internés patriotes de Chateaubriand-Voves à Maurice Nilès, en date du 28 mars 1961. Carton « Eisenhüttenstadt 1961-1967 ».

¹⁶² « Les nouveaux collabos » tract de l'Action française. Pochette « protestation jumelage Drancy-RDA (1961) » in carton « Eisenhüttenstadt de 1961 à 1967 ».

¹⁶³ Jean-Jacques Bernard « Le pardon et l'oubli » in « Le droit de vivre » du 15 novembre 1961. Carton « Eisenhüttenstadt 1961-1967 ».

¹⁶⁴ Lettre de Jean-Claude Poulain à Irène de Lipkowski en date du 1^{er} novembre 1960. Carton « Eisenhüttenstadt 1961-1967 ».

oncle transitèrent par Drancy avant d'être gazés à Auschwitz, puis insiste sur le soutien de la Fédération mondiale des villes jumelées à la décision de Maurice Nilès qui permettra d'amener sur les lieux du camp d'internement les jeunes Allemands pour évoquer devant eux les crimes nazis. Il rappelle à Irène de Lipkowski qu'elle s'est gardée de protester contre l'établissement de bases et de troupes venues de RFA sur le sol national. La réponse est ferme mais dénote d'une démarche explicative, dont les amalgames qui frappent Teyssandier et Martin-Chauffier sont strictement dépourvus. En outre, l'intervention de Jean-Claude Poulain présente l'intérêt de ne pas engager officiellement la municipalité et le Parti.

Le 30 mars, Maurice Nilès envoie un mémoire aux associations pour justifier son initiative¹⁶⁵. Il y oppose le rapprochement de l'Etat avec l'Allemagne de Bonn et celui opéré par sa commune. La première apparaît naturellement comme l'héritière du IIIème Reich, gouvernée par d'anciens nazis qui n'ont en rien abandonné leurs rêves de revanches, tandis que les échanges avec Eisenhüttenstadt ne peuvent servir que la paix puisque la RDA est pleinement dénazifiée.

Finalement, que la réponse soit brutale lorsqu'elle est adressée à Martin-Chauffier ou pondérée quand elle est destinée à des intellectuels ou des associations avec lesquels le PC craint de se brouiller, elle demeure la même et son manichéisme la rend très fragile. Les adversaires du jumelage ne cessent de répéter que n'est pas en cause le rapprochement entre des villes françaises et allemandes, mais que Drancy est un symbole qui n'appartient à personne, pas même à sa municipalité. De leur point de vue, l'enjeu plus ou moins tacite du jumelage est bien celui de l'oubli, d'autant plus à craindre à long terme que le régime de Walter Ulbricht ne se reconnaît aucune responsabilité dans le nazisme. Nul doute à cet égard que le mémoire de Maurice Nilès ne contribue à aggraver le malaise. L'ampleur de la polémique prouve que, hormis le PCF, personne ne croit à la légende fondatrice de l'Allemagne antifasciste et socialiste que diffuse la RDA. Il n'est qu'un seul passé, et cette dernière est tenue de l'assumer au même titre que sa sœur ennemie. Cette évidence est admise par tous, y compris des sympathisants communistes comme Blumel qui demande à l'un de ses hôtes pourquoi son pays n'a pas versé de réparation à Israël, voire les Russes qui avaient conçu l'étrange idée d'intégrer dans le bloc antifasciste un Parti national démocrate pour y accueillir d'anciens nazis brusquement convertis à la démocratie.

Conclusion :

Le jumelage entre Drancy et Eisenhüttenstadt illustre à la fois les enjeux de la guerre froide, les méthodes et moyens d'influence du PC, mais également les limites de la diplomatie soviétique, particulièrement en matière de propagande.

Les archives du comité de jumelage drancéen sont fort riches. Elles offrent un aperçu très large de « la guerre froide par le bas » et rendent compte de l'activité intense déployée par ses membres qui tel Henri del Barrio inscrivait leur engagement politique et associatif dans un projet de justice sociale puisqu'il s'agissait de faire voyager de jeunes gens issus des milieux ouvriers à une époque où les déplacements à l'étranger demeuraient rares et onéreux. Je tiens à remercier encore une fois M. Pierre Duflos pour le temps et la disponibilité qu'il m'a accordés.

¹⁶⁵ Lettre de Maurice Nilès le 30 mars 1961. Le député-maire rappelle en dessous de son nom qu'il est un ancien interné de Voves-Chateaubriand. Carton « Eisenhüttenstadt 1961-1967 ».

Bibliographie

Sources (archives)

Archives municipales de Drancy, fonds non répertorié.

En mars 2013 les archives du comité de jumelages ont été transférées de la Cité Gaston Roulaud au service des archives municipales

Archives_nationales, fonds 19780663 Article 2 Dossier Drancy

Publications

Belot Robert « le jumelage des villes: avatars d'une "bombe de paix" dans la guerre froide » in Fleury Antoine, Jilek Lubor *Une Europe malgré tout : contacts et réseaux culturels et scientifiques entre Européens dans la guerre froide*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2009, p. 477

Bergeret-Cassagne Axelle *Pour une Europe fédérale des collectivités locales. Un demi-siècle de militantisme au sein du Conseil des Communes et des Régions d'Europe (1950-1999)*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 278

Bourgeois, Sophie *Relations culturelles et premiers jumelages franco-allemands de 1945 à 1963 : un premier effort de rapprochement*, mémoire de maîtrise d'histoire Paris, Université de Paris I 1990, p. 144

Cahn Jean-Paul, Pfeil Ulrich, *Allemagne 1961-1974 volume 2 : de la construction du Mur à l'Ostpolitik*, Villeneuve d'Asq, Presses universitaires du Septentrion, 2009, p. 399

Cahn Jean-Paul, Pfeil Ulrich, *Allemagne 1945-1961 volume 1: de la catastrophe à la construction du Mur*, Villeneuve d'Asq, Presses universitaires du Septentrion, 2008, p. 248

Catala Michel « La Communauté à la recherche de son identité. De l'Europe des citoyens à la citoyenneté européenne (1957-1992) » *Relations internationales*, PUF, 2009/4, n° 140, p. 83-101

Chaperon Sylvie *Les années Beauvoir 1945-1970*, Paris, Fayard, 2000, p. 430

Chombart-Gaudin Cécile « Pour une histoire des villes et communes jumelées » *Vingtième Siècle*, Presses de Sciences Po, juillet-septembre 1992, n°35, p. 60-66

Defrance Corine « Les jumelages franco-allemands. Aspects d'une coopération transnationale » *Vingtième Siècle*, Presses de Sciences Po, juillet-septembre 2008, n°99, p. 189-201

Eck Jean-François, Maliens Stefan, Schirmann Sylvain *L'économie, l'argent et les hommes : les relations franco-allemandes de 1871 à nos jours*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France IGPDE, 2009, p. 419

Gomart Thomas *Double détente : les relations franco-soviétiques de 1958 à 1964*, Paris,

Publications de La Sorbonne, 2003, p. 494

Julien Elise *Les rapports franco-allemands à Berlin 1945-1961*, Paris, L'Harmattan 1999, p. 287

Kott Sandrine, *Le communisme au quotidien : les entreprises d'Etat dans la société est-allemande*, Paris, Belin, 2001, p. 413

Lachaise Francis, *Histoire d'un Etat disparu : la République démocratique allemande de 1945 à nos jours*, Paris, Ellipses, 2001, p. 160

Ludwig Bernard « 15. Le mur de Berlin, dernier rempart de l'antifascisme et ultime frontière du communisme en Europe » in Sophie Cœuré, Sabine Dullin (dir.), *Frontières du communisme : mythologies et réalités de la division de l'Europe de la révolution d'Octobre au mur de Berlin*. Paris : La Découverte, 2007, p. 458

Marie, Jean-Jacques *Khrouchtchev*, Paris, fayot, 2010, p. 604

Mueller Michael, Schmidt-Eenboom Erich, *Histoire des services secrets allemands*, Paris, Nouveau Monde, 2009, p. 635

Plissonnier Gaston *Une vie pour lutter, entretien avec Danielle Bleitrach*, Paris, Messidor, 1984, p. 223

Poulain Jean-Claude, *L'Eglise et la classe ouvrière*, Paris, Editions sociales, 1960, p. 186

Richier William « Une manifestation de l'internationalisme ouvrier : le jumelage Le Blanc-Mesnil/Petrodvorets », *collection du réseau de correspondants de l'IHTP*, hal-shs, 2013, 4p pages

Robrieux Philippe, *Histoire intérieure du Parti communiste tome 3 (1972-1982)*, Poitiers, Fayard, 1981, p. 544

Sabine Madeleine « Un dimanche sans cloches » *Esprit* mars 1961, n°293, p. 397-419

Sokoloff Georges, *La puissance pauvre : une histoire de la Russie de 1815 à nos jours*, Paris. Fayard, 1993, p. 937

Soutou Georges-Henri *La guerre de cinquante ans : le conflit Est-Ouest 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001, p. 767

Soutou Georges-Henri *L'alliance incertaine : les rapports politico-stratégiques franco-allemands, 1954-1996*, Paris, Fayard, 1996, p. 496

Vaillant Jérôme « La coopération franco-allemande à l'épreuve du traité de l'Élysée. Retour sur quarante ans d'attentes, de déceptions et de succès » *Revue internationale et stratégique*, Armand Colin, 2002/4, n° 48, p. 23-30

Viltard Yves « Diplomatie des villes : collectivités territoriales et relations internationales »
Politique étrangère, IFRI, 2010/3, p. 593-604

Vion Antoine « L'invention de la tradition des jumelages (1951-1956) : mobilisations pour un droit » *Revue française de science politique*, Presses de Sciences Po, 2003/4, Vol. 53, p. 559-5

Vaïsse Maurice (dir.) *De Gaulle et la Russie*, Paris, CNRS éd, 2012, p. 474

Winkler Heinrich A. *Histoire de l'Allemagne XIXème-XXème siècles : le long chemin vers l'Occident*, Paris, Fayard 2005, p. 1152

Yèche Hélène « Les Echanges franco-allemands et le rapprochement avec ‘l'Autre Allemagne’ (depuis 1958) » in Defrance Corine, Kibener Michael, Nordblom Pia, *Wege der Verständigung zwischen Deutschen und Franzosen nach 1945: Zivilgesellschaftliche Annäherungen*, Tübingen, Narr verlag, 2010, p. 412